



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Référence No : P-TG-IZ0-004

Langue : Français

Original : Français

RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROJET

FACILITÉ D'APPUI À LA TRANSITION (FAT) (PILIER III) PROJET DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE (PRECOS)

TOGO

Equipe d'évaluation	Chef d'équipe	Zounoubaté N'ZOMBIE, Spécialiste Eau et Assainissement ; AHWS.3
	Membres d'équipe	Pierre Hassan SANON, Spécialiste en Sauvegardes Sociales ; SNSC-W/COSN ;
		Ethel Eposi ELOKOBİ, Experte en Fragilité et Résilience, RDTS ;
		Minemba TRAORE, Spécialiste principal en Développement social ; AHHD/COML
		Sarra ACHEK, Spécialiste en gestion financière, SNFI.2
		Bocar CISSE, Spécialiste en analyse financière, AHWS.3
		Jean Claude MABUSHI, Spécialiste en Passation des Marchés, SNFI.1
		Rajae EL ALAMI, Consultante en Genre, AHGC.1
		Rivaldo KPADONOU, Consultant en Changement Climatique et Croissance Verte, PECG1
		Nadia CHEBBI, Consultante juriste, PGCL.1
Pairs évaluateurs	Responsable pays	Wilfrid ABIOLA
	Chef de Division, AHWS.3	Ousseynou GUENE
	Directeur sectoriel RTDS	Yero BALDEH
	Directeur sectoriel AHWS	Oswald Mulenga CHANDA
	Directeur Régional RDGW	Marie-Laure AKIN-OLUGBADE
	Zali Zali Bruno, Ingénieur Eau et Assainissement, CDFO/AHWS.3 ;	
	Savado Kanzié Celine Y B, Ingénieure Eau et Assainissement, COBF/AHWS.3 ;	
	Pitroipa Coulibaly Aïcha, Experte en développement social, COBJ/AHHD ;	
	Abdou Gado Aïssata, Experte en Fragilité et Résilience, CONE/RTDS ;	
	Bicaba Aimé, Expert en irrigation, AHAI.5	

EQUIVALENCES MONÉTAIRES

Taux de change effectif : 31 octobre 2022

Unité monétaire 1	Équivalent
1 unité de compte	1,28 USD
1 unité de compte	1,29 EURO
1 unité de compte	849,09 F CFA
1 dollar américain	0,78 UC
1 dollar américain	1,01 EURO
1 dollar américain	661,05 F CFA
1 euro	0,77 UC
1euro	0,99 USD
1 euro	655,96 F CFA

ANNEE FISCALE

01 janvier – 31 décembre

POIDS ET MESURES

1 tonne métrique	2 204,62 livres (lbs)
1 Kilogramme (kg)	2,20462 lb
1 mètre (m)	3.28 Pieds (pi)
1 millimètre (mm)	0,03937 pouce («)
1 kilomètre (km)	0,62 mille
1 Hectare (ha)	2.471 Acres

¹ Ajoutez toutes les devises étrangères ou locales supplémentaires pertinentes pour le projet et leurs contre-valeurs monétaires.

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AEFPEV-TKK	:	Appui à l'engagement des femmes des préfectures de Tône, Kpendjal et Kpendjal-Ouest dans la prévention de l'extrémisme violent
AEP	:	Approvisionnement en eau potable
AEPA	:	Approvisionnement en eau potable et assainissement
AGRD	:	Activité génératrice de revenus durables
ANGE	:	Agence nationale de gestion de l'environnement
ANO	:	Avis de non-objection
ANPC	:	Agence nationale de la protection civile
ASDI	:	Agence suédoise de développement international
ATPC	:	Assainissement total piloté par la communauté
BAD	:	Banque africaine de développement
BOAD	:	Banque ouest-africaine de développement
CACIT	:	Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo
CIPLEV	:	Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent
CRFA	:	Evaluation de la résilience et de la fragilité des pays
DSP	:	Document de stratégie par pays
EIES	:	Etude d'Impact Environnemental et Social
FAE	:	Facilité africaine de l'eau
FAT	:	Fonds d'appui à la transition
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FRG	:	Feuille de route du Gouvernement
HRP	:	Humanitarian Response Plan (Plan de réponse humanitaire)
IEC	:	Information, éducation, communication
LRI	:	Littoral Régional Initiative
MASPFA	:	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation
MAEDR	:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural
MATDDT	:	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires
MEF	:	Ministère de l'économie et des finances
MEHV	:	Ministère de l'eau, et de l'hydraulique villageoise
MERF	:	Ministère de l'environnement et des ressources forestières
MDBJET	:	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes
MJL	:	Ministère de la justice et de la législation
MPDC	:	Ministère du plan, de développement et de la coopération
MSHPAUS	:	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins
OIM	:	Organisation internationale des migrations
ODD	:	Objectif de développement durable
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAEPA 31 C	:	Projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de trente-et-un (31) centres
PDC	:	Plans de développement communal
PND	:	Plan national de développement
PTF	:	Partenaire technique et financier
PURS	:	Programme d'urgence pour la région des savanes
REFED/S	:	Réseau des Femmes et Développement des Savanes
SP EAU	:	Société de patrimoine eau et assainissement en milieu urbain et semi-urbain
UC	:	Unité de compte
UGP	:	Unité de gestion du projet
UNICEF	:	Fonds des nations unies pour l'enfance
USAID	:	Agence des États Unis pour le développement international
VBG	:	Violences basées sur le genre
WASH	:	Eau, assainissement et hygiène
VIH/SIDA	:	Virus de l'immunodéficience humaine /syndrome d'immunodéficience acquise
WiLDAF	:	Women in Law and Development in Africa /en français Femme, Droit et développement en Afrique (FeDDAF)

FICHE D'INFORMATION SUR LE PROJET

INFORMATIONS RELATIVES AU CLIENT

Nom du Projet	Projet de renforcement de la cohésion sociale (PRECOS)
Secteur	Multisecteurs
Emprunteur/ Bénéficiaire du prêt et du don	République du Togo
Agence d'exécution	Société de patrimoine eau et assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-EAU)
Période d'exécution	Juillet 2023 – juin 2026

PLAN DE FINANCEMENT

Source	Montant (millions)		Instrument de financement
	UC	[F CFA]	
Banque africaine de développement (BAD)	1,00	849,03	FAT /Don
Contrepartie du Gouvernement	0,03	24,00	Nature
Coût Total du Projet	1,03	873,03	

CALENDRIER DE TRAITEMENT DU PROJET À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Approbation de la note conceptuelle du projet (NCP)	Non applicable
Mission d'évaluation	02 novembre 2022 – 07 novembre 2022
Approbation par le Conseil d'administration	27-02-2023
Entrée en vigueur	28-04-2023
Revue à mi-parcours prévue :	27 janvier 2025 – 31 janvier 2025
Date de clôture du projet :	30 juin 2026

RESUME DU PROJET

Objectif de développement du projet	
Composantes du projet	Composante 1 : Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base (111 210 UC)

	Composante 2 : Renforcement des capacités des communautés pour les activités génératrices de revenus durables et la sécurité alimentaire (416 487 UC)
	Composante 3 : Renforcement de la sécurisation et de l'administration du territoire (270 937 UC)
	Composante 4 : Appui institutionnel et gestion du projet (229 557 UC)

Période du document de stratégie pays :	2021 – 2025
Priorités du document de stratégie par pays appuyées par le projet :	Priorité 1 : Développement des pôles de croissance inclusive et des politiques d'inclusion sociale Priorité 2 : Renforcement de la gouvernance financière et sectorielle.
Programme gouvernemental (DSRP, NPD ou équivalent) :	Nom du programme/de la politique : la Feuille de route du gouvernement 2025
Classification du projet :	Domaine(s) prioritaire(s) élevé(s) et sous-thèmes pertinents : Prise en compte des problématiques liées à la fragilité Nom(s) de l'ODD : ODD 1 (élimination de la pauvreté) ; ODD 5 (promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles) ; ODD 6 (accès universel à l'eau et à l'assainissement) ; ODD 8 (travail décent et à la croissance économique) ; ODD 15 (Action climatique) et ODD 16 (paix et justice) Priorité(s) de sélectivité : Fragilité
Performance du pays et évaluation institutionnelle :	3,642
Projets à risque dans le portefeuille de pays :	25% au 30 septembre 2022

Catégorisation des risques environnementaux et sociaux	Catégorie 3, Date de validation SNSC : 17 – 11- 2022
Le projet implique-t-il une réinstallation involontaire ?	Non
Catégorisation des mesures de protection du climat :	Catégorie 3
Évaluation du prisme de fragilité et de résilience :	Oui
Catégorisation du système de marqueurs de genre :	Catégorie 2

Principaux risques du projet	Contexte politique et de gouvernance du pays	Moyen
	Macroéconomie	Elevé
	Politique et stratégies du pays	Moyen
	Conception technique du pays	Moyen
	Fiduciaires et valeur monétaire	Elevé
	Environnementaux et sociaux	Faible
	Capacité de l'agence d'exécution	Moyen
	Autres	N/A

TABLE DES MATIERES

<i>EQUIVALENCES MONÉTAIRES</i>	iii
<i>SIGLES ET ABBREVIATIONS</i>	iv
<i>FICHE D'INFORMATION SUR LE PROJET</i>	iv
<i>INFORMATIONS RELATIVES AU CLIENT</i>	v
<i>PLAN DE FINANCEMENT</i>	v
<i>RESUME DU PROJET</i>	v
I. RAPPORT ET RECOMMANDATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE DON À LA REPUBLIQUE DU TOGO POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE (PRECOS).	3
A. CONTEXTE, STRATÉGIE ET OBJECTIFS DU PAYS	3
B. CONTEXTE SECTORIEL ET INSTITUTIONNEL	4
C. JUSTIFICATION DE L'INTERVENTION DE LA BANQUE.....	4
D. COORDINATION DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT	5
II. DESCRIPTION DU PROJET	5
A. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET	5
B. THÉORIE DU CHANGEMENT.....	6
C. COMPOSANTES DU PROJET	6
D. COÛT ET FINANCEMENT DU PROJET	7
E. ZONE CIBLE DU PROJET, BÉNÉFICIAIRES ET AUTRES PARTIES PRENANTES	9
F. EXPÉRIENCE DU GROUPE DE LA BANQUE ET LEÇONS REFLÉTÉES DANS LA CONCEPTION DU PROJET..	9
III. FAISABILITÉ DU PROJET	9
A. SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	10
B. AUTRES PRIORITÉS TRANSVERSALES	11
IV. MISE EN ŒUVRE	12
A. DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET DE MISE EN ŒUVRE	12
B. PASSATION DES MARCHES.....	13
C. GESTION FINANCIÈRE, DÉCAISSEMENT ET AUDIT	14
D. SUIVI ET ÉVALUATION.....	15
E. GOUVERNANCE.....	15
F. DURABILITÉ	15
G. GESTION DES RISQUES.....	16
H. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES.....	16

V. INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	16
A. INSTRUMENT JURIDIQUE	16
B. CONDITIONS ASSOCIÉES À L'INTERVENTION DE LA BANQUE	16
C. CONFORMITÉ AVEC LES POLITIQUES DE LA BANQUE	17
VI. RECOMMANDATION	17
VII. CADRE DE RESULTATS	18
VIII. NOTE DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (NOCES)	20
ANNEXE 1 : CLASSIFICATION DES PROJETS PAR HIGH 5, DOMAINE D'INTERVENTION ET ODD	22
ANNEXE 2 : THEORIE DE CHANGEMENT	23
ANNEXE 3 : COUTS DETAILLES DU PROJET	25
ANNEXE 4 : DISPOSITIONS DE PASSATION DES MARCHES	28
ANNEXE 5: CHRONOGRAMME D'EXECUTION DU PROJET	39
ANNEXE 6 : PROMOTION DE L'EGALITE DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES	42
ANNEXE 7 : MATRICE DES RISQUES	45
ANNEXE 8 : PLAN DE SURVEILLANCE	46
ANNEXE 9 : DISPOSITIONS DE GESTION FINANCIERE	49
ANNEXE 10 : FORMULAIRE D'EVALUATION DE L'ALIGNEMENT SUR L'ACCORD DE PARIS - FINANCEMENT DIRECT	53

I. RAPPORT ET RECOMMANDATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE DON À LA RÉPUBLIQUE DU TOGO POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE (PRECOS).

La direction soumet par la présente, ce rapport et cette recommandation sur une proposition de don de 1 000 000 UC à la République du Togo pour financer le Projet de renforcement de la cohésion sociale (PRECOS).

A. CONTEXTE, STRATÉGIE ET OBJECTIFS DU PAYS

1. Le Gouvernement du Togo s'est défini une feuille de route (FRG 2020-2025), visant à améliorer les conditions de vie des populations et servant de repère aux actions de développement économique et social. Dans ce document de référence dont les objectifs de croissance économique et de développement social et humain pour les années à venir sont élevés, il est question de placer le Togo sur un sentier de croissance vigoureuse, soutenue et inclusive, afin d'en faire un pays émergent à l'horizon 2025.

2. La nouvelle vision du Gouvernement, définie dans la FRG, est « Un Togo en paix, une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable » à travers trois (3) axes stratégiques : (i) Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ; (ii) Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ; (iii) Moderniser le pays et renforcer ses structures. A travers la mise en œuvre du plan national de développement (PND) et les orientations de la feuille de route, le Gouvernement veut consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion en vue d'augmenter l'indice de développement humain.

3. L'objectif du PRECOS est d'appuyer les efforts du Gouvernement dans le rétablissement de la cohésion sociale et l'amélioration de l'inclusion sociale. Le programme contribue à l'atteinte des résultats des axes 1 et 2 de la FRG 2025 et s'insère dans les stratégies et plans d'action du programme national de développement (2018-2022). Le PRECOS contribue au financement du programme d'urgence de la région des Savanes (PURS) qui a été élaboré par le Gouvernement pour renforcer la résilience des populations après les premières attaques terroristes.

4. Le Document de stratégie pays (DSP) 2021 – 2025 du Togo comprend les deux piliers ci-après : (i) Développement des pôles de croissance inclusive et des politiques d'inclusion sociale et (ii) Renforcement de la gouvernance financière et sectorielle. Le projet qui s'aligne avec le Pilier 1 du DSP appuie également la mise en œuvre de la stratégie de la Banque pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique (2022-2026) notamment sa priorité n°2 « Construire des sociétés résilientes ». A cet effet, la sensibilisation, le renforcement de capacités des populations et la mise en œuvre des solutions endogènes sont essentielles. Le projet contribuera à deux (2) des cinq (5) grandes priorités de la Banque à savoir : « Nourrir l'Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des populations ». Il est en conformité avec la stratégie de l'eau de la Banque à travers son pilier stratégique 2 : « Alimentation en eau durable et résiliente au climat, assainissement et hygiène (WASH) pour tous ». L'opération s'aligne aussi sur le cadre stratégique de la Banque sur le changement climatique et la croissance verte (2021-2030) à travers son pilier 1 « booster la résilience et l'adaptation au changement climatique, et réduire la fragilité » dans les secteurs sensibles/vulnérables au changement climatique comme le secteur de l'eau et de l'assainissement.

5. Par ailleurs, le projet est aligné sur la stratégie genre 2021-2025 de la Banque, notamment sur son pilier 2, « Accélération de l'insertion professionnelle et de la création d'emplois pour les femmes, à travers le renforcement des compétences » qui est axé sur l'amélioration de l'accès des femmes aux compétences et aux emplois décents. Ce pilier contribue à l'atteinte des ODD 1 (élimination de la pauvreté), ODD 5 (promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles), ODD 8 (travail décent et à la croissance économique) et ODD 16 (paix et justice). Globalement, l'opération est alignée avec le cadre de sélectivité de la Banque.

B. CONTEXTE SECTORIEL ET INSTITUTIONNEL

6. En 2016, le Togo s'est doté d'un document de politique de protection civile pour la période 2017-2030, à la suite de la recrudescence des catastrophes naturelles, anthropiques et aux risques de tout genre, ayant causé beaucoup de dégâts matériels et pertes en vies humaines exacerbés par les lacunes constatées dans la prévention, la planification, la coordination et la gestion de tels risques et catastrophes. Ainsi, la **Vision** du secteur de la protection civile est de permettre au Togo de devenir un pays où sont garanties la sécurité et la protection des personnes et des biens en réduisant les risques liés aux catastrophes de tout genre en 2030. Pour réaliser cette vision, **trois (3) principales missions** sont assignées au secteur : i) garantir durablement une meilleure condition de vie et de travail de la population vivant au Togo avec un accent porté sur la couche la plus vulnérable en contribuant à la réduction des facteurs de vulnérabilité par rapport aux catastrophes et risques, ii) contribuer durablement à la croissance économique et à l'inclusion sociale à travers la promotion de la paix, de la sécurité et de la sérénité, iii) contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires pour faire face aux phénomènes de catastrophes d'origines naturelle et humaine.

7. L'objectif global de cette politique est d'assurer les conditions pour renouer avec une croissance accélérée durable et inclusive à travers une bonne préparation du pays face aux catastrophes et aux menaces. Cinq (5) objectifs spécifiques découlent du principal : i) contribuer sensiblement à la réduction des mortalités liées aux catastrophes ; ii) contribuer sensiblement à la réduction des pertes des biens des ménages ; iii) contribuer sensiblement à la réduction des dégâts sur les infrastructures économiques, sociales et collectives ; iv) contribuer sensiblement à l'atténuation des aléas environnementaux liés aux changements climatiques et à l'amélioration des capacités techniques d'intervention ; et v) contribuer sensiblement à la lutte contre les nouveaux fléaux causés par l'homme (piraterie maritime, terrorisme, cybercriminalité et grand banditisme) en assurant la planification de la gestion des crises et la prise en charge des victimes de ce fléau.

8. Dans la région des savanes, les tensions autour la gestion des ressources en eau sont vives en raison de la disponibilité très limitée de la ressource. L'analyse de l'évolution climatique au cours des dernières décennies indique que le climat togolais devient de moins en moins humide avec une baisse de la pluviométrie et une raréfaction des ressources en eau notamment dans les régions du Nord. On note également une baisse du ratio Pluviométrie/Évapotranspiration ; ce qui présuppose une aridification du climat. Cet assèchement du climat associé aux fortes températures notamment dans le Nord du pays constitue un facteur d'aggravation des conflits autour du contrôle des ressources, et de risque pour la stabilité et la cohésion sociale

9. Conformément à la demande de la CEDEAO de mettre en place une structure autonome de la protection civile, le Togo a créé l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) par décret N°2017-011 du 31 Janvier 2017 qui est placée sous la tutelle du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. L'ANPC a pour rôle d'assurer la prévention et la gestion des catastrophes en vue de la réduction considérable des pertes en vies humaines et des dégâts matériels qu'elles peuvent occasionner aléas. A cet effet, l'ANPC travaille avec la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes qui est composé des services de l'eau et de l'assainissement, la santé, la sécurité, l'assistance, les services de secours, la communication, la logistique, l'administration et les finances. Il n'y a pas de réforme nécessaire à la mise en œuvre du projet. Les préventions et ripostes face à des événements de catastrophe sont alors confrontés à un triple défi : institutionnel, organisationnel et de moyens.

10. Le défi actuel pour la région des Savanes est de promouvoir les droits économiques des groupes vulnérables notamment les jeunes et les femmes par un accès aux opportunités de formation et par la facilitation de leur participation à la définition de priorités de développement au niveau local. C'est pourquoi, le PRECOS va appuyer la participation de la population notamment les femmes à la vie politique et économique, à la promotion du dialogue et la concertation multi-acteurs en renforçant les capacités des organisations de la société civile (OSC), surtout celles des jeunes et des femmes et le renforcement des capacités des autorités locales sur l'intégration et la participation multi-acteurs dans la gestion des problèmes sécuritaires et la gouvernance locale.

C. JUSTIFICATION DE L'INTERVENTION DE LA BANQUE

11. La région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée à une dégradation continue de la situation sécuritaire liée à plusieurs facteurs depuis une décennie. Les attaques terroristes qui affectent le Burkina-Faso et le Niger se sont étendues progressivement en Côte d'Ivoire et récemment au Bénin et au Togo. Après la première attaque terroriste survenue dans la région des Savanes sur le sol togolais, les échanges avec les populations de ladite région se sont intensifiés afin de préciser les besoins des populations dans un cadre participatif pour l'élaboration d'un programme d'urgence pour la région des savanes (PURS). Ce programme vise à fournir un cadre opérationnel pour la mise en œuvre de la vision du Togo face à la menace terroriste en vue de renforcer la sécurité physique et alimentaire et réduire les vulnérabilités. Ce programme, d'un coût estimé à 258,77 milliards de FCFA est prévu pour être mis en œuvre sur la période (2022 – 2025).

12. Le PRECOS est une contribution au financement du PURS ainsi qu'à la mise en œuvre de la stratégie pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique (2022-2026) de la Banque. Sa mise en œuvre sera effective grâce aux ressources du pilier III de la Facilité d'Appui à la Transition (FAT). De plus, il est un projet complémentaire au projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de 31 centres semi-urbains dans quatre régions du Togo dont celle des Savanes, en cours d'instruction et prévu pour être présenté au Conseil d'administration de la Banque en novembre 2023.

D. COORDINATION DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

13. Plusieurs partenaires techniques et financiers tels que l'Union Européenne, la coopération allemande (GIZ), le Plan international Togo, l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence Suédoise pour le Développement International ainsi que de nombreuses organisations de la société civile (WILDAF-TOGO, CACIT, Aide et Action Togo) travaillent aux côtés de l'Etat pour l'atteinte des objectifs du programme d'urgence de la région des savanes (PURS).

14. Le PRECOS qui a été conçu de manière participative avec les bénéficiaires et les acteurs locaux et en tenant compte des interventions des autres partenaires ci-dessus cités, sera mis en œuvre dans les cinq communes touchées par les attaques terroristes dans la région des savanes. Le projet aura une synergie avec les actions des autres acteurs notamment : (i) l'UNICEF dans le domaine de l'eau et de l'assainissement avec le pré-positionnement des stocks d'urgence tels que les bâches à eau, tentes, kits de logement, kits d'hygiène ; et (ii) Plan International Togo dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'autonomisation des jeunes et des femmes à travers l'appui à la structuration, à la fourniture de kits de production et au suivi-accompagnement des coopératives.

15. A cela, s'ajoutent plusieurs initiatives de la société civile pour venir en aide aux couches sociales les plus vulnérables ou en réponse à la récurrence d'extrémisme violent dans la région notamment : (i) les projets mis en place par le Réseau des Femmes et Développement des Savanes (REFED/S) sur financement de USAID-CREATIVE ; (ii) le projet de renforcement de l'engagement des femmes de la Préfecture de Cinkassé dans la prévention de l'extrémisme violent au Nord-Togo, financé par Littoral Régional Initiative (LRI) ; (iii) le projet d'appui à l'engagement des femmes des préfectures de Tône, Kpendjal et Kpendjal-Ouest dans la prévention de l'extrémisme violent (AEFPEV-TKK) ; (iv) le projet de sensibilisation pilote à la prévention de l'extrémisme violent pour les femmes à risque à Cinkassé sur financement de LRI ; (v) le Projet Savanes Motaog : « Jeunes et femmes pour la cohésion sociale dans la région des Savanes », mis en œuvre par Plan International Togo en partenariat avec les ONG Aide et Action, WILDAF Togo et le CACIT dans la région des Savanes, sur financement de l'Union Européenne (UE) et de l'Agence Suédoise de Développement International (ASDI) ; (vi) le projet de renforcement des frontières nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo financé par USAID et mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM-Togo) en collaboration avec l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) ; et (vii) le projet de renforcement des capacités opérationnelles du CIPLEV, financé par les états Unis et mis en œuvre par l'ONG Timondo.

II. DESCRIPTION DU PROJET

A. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET

16. L'objectif général du projet est de contribuer à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des populations face aux attaques terroristes et aux situations d'urgences. Ses objectifs spécifiques sont : (i) assurer un meilleur accès des populations aux services sociaux de base perturbés par la dégradation des conditions sécuritaires et climatiques ; (ii) renforcer les capacités productives de la région ; et (iii) renforcer la sécurité dans la région des Savanes. Le projet épouse l'objectif du programme d'urgence de la région des Savanes. Il est axé sur trois des six objectifs spécifiques du programme d'urgence de la région des Savanes.

B. THÉORIE DU CHANGEMENT

17. La cohésion sociale est l'ensemble des processus qui contribuent à assurer à tous les individus, l'égalité des chances et des conditions d'accès aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel afin de permettre à chacun de participer activement à la vie de la société. Lorsqu'elle est efficace, elle permet de prévenir les conflits communautaires.

18. Le Togo fait face à des attaques terroristes entraînant une dégradation du contexte sécuritaire dans le Sahel, avec une extension de l'extrémisme violent, créant des déplacements involontaires de populations ayant tout abandonné et devenues très vulnérables. Ces personnes sont hébergées dans des familles hôtes ou dans des centres d'accueil. Si des dispositions ne sont pas prises, les familles hôtes deviendront également des personnes vulnérables. De plus, l'accueil de ces populations ayant des habitudes ou cultures différentes peut être source de difficultés de cohabitation et mettre en danger le vivre ensemble. La présence des déplacés dans cette zone menacée par l'aridité climatique accentue des pressions autour des ressources déjà très limitées comme l'eau. Cette situation affecte toute la région des savanes en général et particulièrement les cinq (5) communes les plus vulnérables à savoir : Kpendjal ouest 1, Kpendjal ouest 2, Kpendja 1, Kpendja 2 et Cinkassé. Cette cohabitation peut également être la source de conflits de toutes sortes (agriculteur/ éleveur, utilisation des sources d'eau, ... etc) et/ou de risques sanitaires liés en partie au manque/insuffisance d'hygiène. Par ailleurs, la région étant la plus pauvre du Togo avec un taux de pauvreté de 65%, l'insuffisance d'option dans le secteur formel pour les jeunes, exacerbe leur sentiment d'exclusion sociale et devient une source d'insécurité potentielle car les jeunes sont les cibles potentiellement recrutables par les groupes terroristes pour l'ensemble de la région. Cette marginalisation économique des jeunes pourrait créer un terreau favorable pour leur enrôlement par des groupes terroristes.

19. Pour le cas spécifique de la région des Savanes, afin de renforcer la résilience des populations qui vivent dans des zones soumises à de fortes pressions sécuritaires (attaques terroristes), le Gouvernement togolais a initié le PURS en novembre 2021. Le PRECOS qui contribue à la mise en œuvre du PURS permettra : (1) de prendre des dispositions pour fournir de l'eau, des tentes, des kits de logements et des kits d'hygiène aux populations déplacées ; (2) de contribuer à la sécurité alimentaire en apportant un appui à l'autonomisation des femmes et des jeunes, pour leur permettre de disposer de revenus pour subvenir à leurs besoins ; et (3) de renforcer les capacités de tous les acteurs notamment par (i) des sensibilisations des populations sur la préservation de la paix et la cohésion sociale « le vivre ensemble » incluant une étude sur les causes profondes des difficultés de vivre ensemble, (ii) un équipement des points focaux communautaires pour la collecte des informations d'alerte précoce, (iii) le renforcement des capacités des communes bénéficiaires pour l'élaboration participative de plans de développements communaux (PDC) sensibles au genre, (iv) le renforcement des capacités opérationnelles des agents des collectivités dont la gestion des situations de crise ; et (v) la formation des hommes et des femmes de médias sur la communication en temps de crise. Le diagramme de la théorie de changement est détaillé dans l'Annexe 3.

C. COMPOSANTES DU PROJET

20. Le projet sera mis en œuvre à travers quatre (4) composantes ci-après :

Composante 1 : Amélioration de l'accès des populations déplacées aux services d'eau potable et à l'hygiène (111 210 UC) : Les deux activités de cette composante soutiendront les dispositions pour permettre l'accès des populations déplacées à l'eau potable et à l'hygiène dans les 5 communes. La première activité consiste à acquérir et à prépositionner au niveau des mairies retenues des équipements constitués de 25 bâches

à eau, 40 tentes, 1000 kits de logements (draps et nattes) et 200 kits d'hygiène. Ces équipements sont de premier secours pour les populations déplacées. La seconde activité est relative à une campagne de sensibilisation sur la potabilisation de l'eau, l'hygiène, l'assainissement, la nutrition, le changement climatique et l'utilisation rationnelle de l'eau. Elle permettra d'éviter la contamination de l'eau potable mise à la disposition des populations en général, et des personnes déplacées, en particulier par les bonnes pratiques d'hygiène, et de contribuer à une meilleure gestion de l'eau disponible tant pour la boisson que pour les autres usages dans un contexte du dérèglement climatique.

21. **Composante 2 : Renforcement des capacités des communautés pour les activités génératrices de revenus durables et la sécurité alimentaire (416 487 UC) :** Les activités de cette composante visent à créer des revenus tant pour les populations hôtes ainsi que les personnes déplacées. Cela les rendra moins vulnérables et pourra faciliter une intégration des déplacés s'ils peuvent se prendre en charge. En effet, au regard de la rareté des opportunités, les jeunes pourraient être tentés de rejoindre les groupes terroristes qui promettent des revenus. Les principales activités retenues sont : (i) Appui à l'autonomisation socioéconomique des femmes ; et (ii) Appui à l'autonomisation des jeunes, comprenant l'accompagnement dans leur structuration en groupement d'intérêt économique, la formation (technique, managériale & commerciale), et le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience à travers l'acquisition et la distribution de kits de productions aux femmes et jeunes pour les activités génératrices de revenus durables (AGRD). A cet effet, ce sont (i) 270 coopératives de femmes dont 70 coopératives pour la fabrication des savons liquide, solide, et dérivés ; 70 coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles notamment les graines de néré en moutarde ; 70 coopératives pour la transformation des produits agricoles tels que les graines de soja en fromage et lait ; et 60 coopératives pour la transformation des produits agricoles (maïs et sorgho en bouillie) pour les nourrissons ; et (ii) 250 coopératives de jeunes dont 100 coopératives rizicoles et 150 coopératives maraîchères qui seront appuyées pour contribuer à la sécurité alimentaire.

22. **Composante 3 : Renforcement de la sécurisation et de l'administration du territoire (270 937 UC) :** Les activités de cette composante visent à renforcer les capacités des différents acteurs : les populations, les leaders d'opinion, les points focaux de la protection civile, les municipalités et leurs agents ainsi que les femmes et les hommes des médias. Les principales activités sont : (i) le renforcement du dialogue intercommunautaire comprenant une étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation assortie d'un plan communautaire de gestion de crise dans la région des Savanes et la sensibilisation de 50 000 leaders d'opinion et populations à la base sur les thèmes relatifs à la cohésion sociale, les risques de catastrophes y compris le changement climatique, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix ; l'équipement des 20 points focaux communautaires de la protection civile en matériels de collecte, d'alerte et d'intervention ; et la formation et l'implication des 14 hommes et de 6 femmes de médias ; et (ii) le renforcement des capacités des communes notamment l'élaboration participative de 5 plans de développement des communes (PDC), sensibles au climat et au genre et prenant en compte les besoins des populations y compris les plans de préparation et de réponse aux situations d'urgence ainsi que la formation de 20 agents des communes sur la gestion des crises d'urgence et la gestion municipale des populations vulnérables.

23. **Composante 4 : Appui institutionnel et Gestion du projet (229 557 UC) :** Les activités de cette composante concernent la coordination, la passation de marchés et la gestion administrative et financière en vue d'une visibilité des actions du projet et un partage des résultats de projet. Les principales activités sont (i) assurer une communication pour la visibilité du projet, (ii) renforcer les capacités de gestion financière de SP-Eau ; (iii) réaliser l'audit externe du projet ; (iv) évaluer les résultats du projet ; (v) organiser une table ronde des bailleurs pour la mobilisation des fonds d'aide à la gestion de l'urgence et à la promotion de la cohésion sociale dans la région des Savanes telles que définies dans les PDC et l'étude diagnostique ; et (vi) assurer le fonctionnement de l'UGP.

D. COÛT ET FINANCEMENT DU PROJET

24. Le coût global du projet est de 873 027 124 F CFA, soit 1 028 192 UC dont 849 112 624 F CFA, soit 1 000 000 UC (97,26%) sur les ressources de la Facilité d'appui à la Transition, principal partenaire financier, sous forme de don. La contrepartie du pays est évaluée à 23 914 500 F CFA, soit 28 165 UC (2,74%). Elle est une valorisation des salaires de membres de l'UGP, de la mise à disposition de bureaux et de véhicule et la prise en charge des frais de publication des avis de passation de marchés. La Banque ne paiera pas de taxes et droits dans le cadre du projet.

25. Les coûts ont été estimés à partir des marchés en cours d'exécution par les autres partenaires au développement. Les provisions pour les imprévus physiques (5%) et les augmentations de prix (2%) pendant la mise en œuvre ont été fixés le département en charge de la fragilité et de la résilience.

26. Il n'y a pas de cofinancement. Des tentatives de recherche de cofinancement ont été menées mais le court délai entre la sélection et la date d'évaluation n'ont pas permis d'aboutir. Cependant, les opportunités de cofinancement seront utilisées si les plans d'actions des études envisagées le nécessitent.

Tableau 1 : Coût estimatif du projet par composante

Composantes	Millions d'UC			% coût total du projet
	Devises	Monnaie locale	Total	
Composante 1	0	0,10	0,10	10,17
Composante 2	0	0,39	0,39	38,37
Composante 3	0	0,25	0,25	24,58
Composante 4	0	0,21	0,21	20,83
Coût de base	0	0,96	0,96	93,46
Imprévus physiques (5%)	0	0,05	0,05	4,67
Hausse de prix (2%)	0	0,02	0,02	1,87
Coût total	0	1,03	1,03	100,00

Tableau 2 : Coût du projet par sources de financement du projet

Sources de financement	Devise (MUC)	Monnaie locale (MUC)	% du coût total du projet
Fonds africain de développement	0	1,00	97,26
Gouvernement du Togo	0	0,03	2,74
Coût total du projet	0	1,03	100,00

Tableau 3 : Coût du projet par catégorie de dépenses

Catégorie	Montant en millions d'UC			% du coût total de base	% du coût total du projet
	Devises	Monnaie locale	Total		
Biens	0	0,39	0,39	40,63	37,86
Services	0	0,48	0,48	50,00	46,60
Frais de fonctionnement	0	0,09	0,09	9,38	8,74
Coût de base	0	0,96	0,96	100,00	93,20
Imprévus physiques	0	0,05	0,05		4,90
Imprévus de prix	0	0,02	0,02		1,96
Coût total du projet	0	1,03	1,03		100,00

Tableau 4 : Calendrier des dépenses du projet

Composantes	Montant en millions d'UC			
	AN1	AN2	AN3	TOTAL
Composante 1	0,1	0,01	0	0,11
Composante 2	0,33	0,06	0	0,39
Composante 3	0,09	0,16	0	0,25
Composante 4	0,08	0,04	0,09	0,21
Coûts de base	0,60	0,27	0,09	0,96
Imprévus physiques (5%)	0,03	0,01	0,01	0,05
Imprévus de prix (2%)	0,01	0,01	0,00	0,02
Coût total du projet	0,64	0,29	0,10	1,03

E. ZONE CIBLE DU PROJET, BÉNÉFICIAIRES ET AUTRES PARTIES PRENANTES

27. Le projet sera mis en œuvre dans cinq communes les plus vulnérables de la région des Savanes à savoir : Kpendjal ouest 1, Kpendjal ouest 2, Kpendja 1, Kpendja 2, et Cinkassé. Cependant, certaines activités comme les sensibilisations et la formation des femmes et hommes de médias peuvent concerner toute la région des Savanes. La population de la zone d'intervention est estimée à 1 214 300 habitants dont 604 600 hommes et 609 700 femmes. La répartition des bénéficiaires se présente comme suit :

Tableau 5 : Répartition des bénéficiaires

Actions	Bénéficiaires	Nombre
Amélioration de l'accès à l'eau	Déplacés logés dans les centres de regroupement	500
Amélioration des revenus (AGRD) et renforcement de la sécurité alimentaire	Femmes et les jeunes structurés en coopératives	20 800 dont 10800 femmes et 10000 jeunes
Sensibilisation sur la préservation de la paix, l'extrémisme violent et la cohésion sociale ;	Populations des 5 communes	2 214 000
Elaboration de plans de développement communaux	Populations des 5 communes	2 214 000
Renforcements des capacités des agents publics	Personnel des 5 communes	20
Dotation en équipement de collecte d'information d'alerte précoce	Points focaux	20
Réalisation d'une étude sur les difficultés du vivre ensemble	Populations des 5 communes	2 214 000

28. Le projet a fait l'objet d'une seule mission d'évaluation au cours de laquelle, les séances d'échanges ont été organisées séparément en présentiel ou en virtuel avec les structures de l'administration, les ONG, les partenaires techniques et financiers résidant à Lomé ainsi qu'une séance virtuelle pour échanger avec les mairies, les services déconcentrés et les ONG de la zone d'intervention. Les activités du projet ont été triées sur celles identifiées par l'ensemble des acteurs nationaux.

F. EXPÉRIENCE DU GROUPE DE LA BANQUE ET LEÇONS REFLÉTÉES DANS LA CONCEPTION DU PROJET

29. Les principales leçons tirées de la mise en œuvre des projets de la BAD sont entre autres ; (i) la faiblesse dans la prise en compte des questions transversales (environnement, genre et fragilité) dans la conception des projets ; (ii) les capacités limitées des structures techniques de l'administration à accompagner le processus d'élaboration des projets et leur mise en œuvre ; (iii) les longs délais de réponse dans la transmission des avis de la Banque sur les demandes d'avis de non-objection (ANO) ; (iv) les longs délais dans la préparation des dossiers de passation des marchés et la transmission du rapport d'analyse des offres par les UGP ; et (v) les longs délais entre l'approbation et le premier décaissement. Dans la conception du projet : (i) l'équipe d'évaluation a intégré les experts des questions transversales ; (ii) l'unité de gestion du projet proposée intègre toutes les compétences nécessaires dont les points focaux des ministères impliqués ; (iii) il a été tenu compte du fait que la Banque a recruté un consultant pour réduire la charge de travail du spécialiste basé au Togo, toute chose qui permettra de réduire les délais de réponse ; (iv) les capacités de l'agence d'exécution ont été évaluées et cela a permis d'identifier les points de renforcement de capacités ; et (v) la complémentarité et la synergie entre le PRECOS et le projet d'assainissement inclusif des centres urbains du Togo (en cours de démarrage) sera matérialisée par la mise en place d'une seule UGP du projet moyennant le renforcement de celle existante par les experts spécifiques au PRECOS.

III. FAISABILITÉ DU PROJET

A. SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Environnementales et sociales

30. Le PRECOS financera des études, des formations, des campagnes d'information/sensibilisation et des appuis en équipements de production. Il ne financera pas du tout des investissements physiques ayant des impacts environnementaux et sociaux (E&S) négatifs modérés et/ ou élevés. De ce fait, conformément au cadre juridique et législatif togolais en matière d'évaluation environnementale et sociale (EES) et au Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la Banque, le projet est classé en catégorie 3 (validation le 17 novembre 2022). A travers son intervention, le projet va juguler les risques de vulnérabilité des populations de la zone.

31. Eu égard à ce qui précède, aucun document E&S n'est attendu pour l'instruction de ce projet. La SP-EAU, agence d'exécution du PRECOS pourra utiliser les compétences du responsable des sauvegardes sociales du projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de trente-et-un (31) centres (PAEPA 31 C), pour superviser et coordonner la mise en œuvre du PRECOS. Les ministères compétents seront mobilisés et impliqués. Le projet fera appel aux compétences des ONG intervenant localement pour la mise en œuvre de certaines activités du projet.

Réinstallation involontaire

32. Il n'y a aucun besoin de déplacement physique et/ou socioéconomique, ni donc de réinstallation involontaire dans le cadre de la mise en œuvre du projet, car il n'y a aucun investissement physique prévu.

Changement climatique et croissance verte

33. Le projet a été examiné pour les risques climatiques à l'aide du système de sauvegarde climatique (SSC) de la Banque et classé dans la catégorie 3, ce qui signifie qu'il n'est vulnérable à aucun risque climatique. L'accès aux services sociaux de base, notamment en matière d'eau et d'hygiène, est un déterminant important des capacités d'adaptation des communautés aux risques et catastrophes climatiques. En effet, la région du Nord du Togo est définie comme la zone plus affectée par les impacts du changement climatique qui se traduisent par les chaleurs excessives, la baisse des précipitations et la rareté de l'eau. Ce qui constitue un facteur de fragilité pour la cohésion sociale et la stabilité de la région face à l'augmentation des besoins en eaux. En renforçant l'accès aux services sociaux de base, notamment l'accès à l'eau et l'hygiène, le projet contribuera accroître la résilience des populations concernées aux impacts du changement climatique. En matière d'empreinte carbone, le projet n'induera pas une émission significative de gaz à effet de serre (GES).

34. Le projet s'aligne donc avec le cadre politique 2021-2030 de la Banque sur le changement climatique et la croissance verte. Le projet a été par ailleurs examiné pour son alignement à l'Accord de Paris sur le climat, et a été qualifié *aligné* puisque les principales activités ne sont pas incompatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement en dessous de 2°C, augmenter la capacité des pays à faire face aux impacts du changement climatique et accroître les flux financiers en faveur de l'action climatique. Une note sommaire sur l'alignement du projet à l'Accord de Paris est jointe en Annexe 10.

Mécanisme de recours indépendant de la Banque africaine de développement

35. Les communautés et les individus qui s'estiment lésés par un projet soutenu par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) peuvent soumettre leurs plaintes aux mécanismes de recours existants au niveau du projet ou au Mécanisme de recours indépendant (MRI) de la BAD. Le MRI permet aux communautés et aux individus affectés par un projet de soumettre leur plainte au Mécanisme de recours indépendant de la BAD, qui détermine si un préjudice s'est produit, ou pourrait se produire, suite à la non-conformité de la BAD à ses politiques et procédures. Pour déposer une plainte ou demander de plus amples informations, veuillez contacter : IRM@afdb.org ou, visitez le site web du MRI www.irm.afdb.org. Les plaintes peuvent être déposées à tout moment après que les préoccupations ont été portées directement à l'attention de la BAD et que la direction de la Banque a eu la possibilité de répondre avant de s'adresser au MII.

B. AUTRES PRIORITÉS TRANSVERSALES

Réduction de la pauvreté, inclusion et création d'emplois

36. A travers le renforcement de la cohésion sociale par la promotion d'un dialogue social inclusif, de la résilience des communautés et d'une gouvernance fondée sur les droits humains ; (i) l'impact attendu dans la région des savanes est qu'elle reprend et elle accélère sa trajectoire de développement et dispose de solides capacités de résilience aux différentes crises sanitaires même de grande envergure. Les trois composantes du PRECOS contribuent à la réduction de la pauvreté, l'inclusion et la création d'emplois. Les populations togolaises, en particulier les plus vulnérables, ont accès aux services essentiels, en particulier la santé et les moyens de subsistance pendant la réponse à la COVID 19 et la phase de relèvement toujours en cours. Des analyses diagnostiques rapides des caractéristiques du marché du travail et des conditions des travailleurs sont importantes pour la définition de politiques et stratégies pour des emplois décents des jeunes et des femmes dans ce projet et dans le projet PAEPA 31C.

37. ***Impacts sociaux positifs*** : Le PRECOS permettra une amélioration de la confiance entre les forces de sécurité et la population, un élément fondamental d'apaisement en cette situation de crise. Les points et les impacts positifs sont multiples mais peuvent se résumer au renforcement des capacités, aux sensibilisations, aux formations, à la facilitation et à l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux des bases. Les impacts positifs permettent aussi par exemple aux femmes de relancer leurs activités génératrices de revenus ; aux jeunes de recevoir des formations professionnelles techniques ; d'accompagner les coopératives de femmes et de jeunes afin d'assurer durablement leur auto-emploi générant des revenus stables.

38. ***Impacts sociaux négatifs*** : La pandémie covid19 ainsi que les mesures de contrôle de la propagation de l'infection ont des répercussions directes sur le vivre-ensemble au sein des communautés. La crise peut potentiellement enflammer ou exacerber les griefs, la méfiance et le sentiment d'injustice concernant l'accès aux services de santé pour la prise en charge du VIH/SIDA, de l'exploitation et du harcèlement sexuel, du paludisme, des maladies transmissibles, des maladies tropicales négligées (MTN) et d'autres pandémies ; aux moyens de subsistance, et alimenter des conflits qui pourraient nuire au développement, à la paix et à la cohésion sociale. Une connaissance insuffisante et le déficit d'informations cohérentes sur la pandémie et les autres maladies mentionnées ci-dessus ainsi que la peur y relative exposent les victimes réelles et supposées et leurs familles à la stigmatisation, au rejet social et aux violations de leurs droits fondamentaux. L'incertitude des impacts futurs de la pandémie combinée à des restrictions de mouvement, à la montée du chômage, à l'érosion des moyens de subsistance déjà précaires pourrait générer un mécontentement parmi la population, alimentant les conflits communautaires.

Possibilités de renforcement de la résilience

39. La région des Savanes est confrontée à des contraintes telles que les effets des menaces sécuritaires au Sahel corrélés à la porosité des frontières (les communes frontalières des Savanes du Togo avec le Burkina Faso deviennent particulièrement vulnérables), la dégradation de l'environnement, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'accès limité aux opportunités économiques pour les jeunes et les femmes. La pauvreté de la région et sa dépendance à l'égard de l'agriculture et de l'élevage pluviaux augmentent sa vulnérabilité au changement climatique et limitent la capacité des ménages et des communautés pauvres à gérer le risque climatique, ce qui accroît leur vulnérabilité.

40. Dans le cadre de cette opération, la résilience de la région des Savanes sera renforcée par le développement de la résilience économique et sociale en impactant les capacités économiques de la population vulnérable ciblée, en réduisant les inégalités et la marginalisation, en renforçant la cohésion sociale et en créant les bases d'une croissance inclusive. Plus précisément, cela se fera en fournissant des équipements de base essentiels aux cinq municipalités sélectionnées, en renforçant les capacités des jeunes et des femmes par la transmission des compétences pour des activités génératrices de revenus durables et pour un dialogue intercommunautaire et en sensibilisant les leaders d'opinion locaux et la population sur divers thèmes, y compris la préservation de la paix et de la cohésion sociale.

Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

41. Le PRECOS est catégorisé GEN II selon le système de marquage du genre de la Banque du fait de l'intégration du genre et l'autonomisation des femmes au niveau des résultats d'effets du projet, ce qui traduit un changement positif dans la situation des femmes comparée à celle actuelle.

42. En effet, l'enquête intégrée « sécurité alimentaire et agriculture, campagne agricole 2020-2021 », réalisée par le Programme alimentaire mondial (PAM) au Togo, montre que la consommation alimentaire est globalement acceptable malgré les pressions exercées sur les moyens d'existence par les effets combinés de la crise sanitaire de la Covid-19 et de la soudure. Cependant, les caractéristiques socio démographiques des ménages semblent influencer le statut alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au sein des ménages enquêtés. Il se dégage une disparité de genre à la défaveur des femmes, dans la consommation alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. La prévalence d'une pauvre consommation alimentaire est plus élevée dans les ménages dirigés par les femmes (3,2%) que dans ceux dirigés par les hommes (1,7%). De même, les ménages dirigés par les hommes semblent avoir une meilleure diversité alimentaire que les ménages dirigés par les femmes. Plus spécifiquement dans la région des Savanes, une étude anthropologique sur les facteurs déterminants de la malnutrition réalisée par UNICEF en 2012 dans ladite région révèle que les principales causes de malnutrition sont liées aux difficultés d'accès économiques aux aliments, aux habitudes alimentaires inappropriées et aux considérations socio-culturelles.

43. Le PRECOS vient contribuer à lever certaines de ces disparités et contraintes par :

- L'appui à l'amélioration des moyens de subsistance des femmes en accompagnant les femmes dans leur structuration en groupements et/ou coopératives et en apportant des formations techniques et en gestion, ainsi que des kits de production afin qu'elles soient en mesure de développer durablement leurs activités génératrices de revenus (kits pour la fabrication de savon et ses dérivés, ainsi que du petit matériel de transformation agricole permettant de diversifier l'alimentation familiale) ;
- La sensibilisation sur les techniques de potabilisation de l'eau, l'hygiène, l'assainissement, l'utilisation rationnelle de l'eau, et la nutrition ;
- La participation au dialogue intercommunautaire sur les thématiques de la paix, sécurité et cohésion sociale, ainsi qu'à la réponse aux crises ;
- L'élaboration de plans de développement communaux (PDC) sensibles au genre dans le sens où les dimensions genre et jeunesse sont prises en compte dans toutes les phases du processus de planification territoriale.

44. Un plan d'action genre du projet, figurant à l'annexe 6 présente en détail les actions de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

IV. MISE EN ŒUVRE

A. DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET DE MISE EN ŒUVRE

45. **Agence d'exécution** : La Société de Patrimoine Eau et Assainissement en milieu Urbain et semi-urbains (SP-EAU) sera chargée de l'exécution du projet car le projet vient en complément à un autre projet en cours d'instruction dont elle aura la responsabilité de mise en œuvre. La SP EAU mettra en place une Unité de Gestion du Projet (UGP) constituée d'un coordonnateur, un (e) responsable technique, d'un(e) responsable administratif(ive) et financier(e), d'un(e) chargé(e) des acquisitions, d'un(e) responsable suivi-évaluation, un(e) spécialiste en genre et ingénierie sociale, d'un(e) comptable, d'un(e) secrétaire et d'un(e) chauffeur(e). La SP-Eau transmettra au Fonds les termes de référence des membres de l'UGP à approuver puis les CV des membres proposés. Pour la mise en œuvre des différentes activités du PRECOS, l'UGP bénéficiera de l'appui ponctuel de personnes ressources désignées des autres parties prenantes telles que : (i) l'Agence Nationale de la Protection Civile du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile via l'appui aux points focaux communautaires de la protection civile ; (ii) le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires pour les questions relatives aux communes ; (iii) le

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural sur les aspects liés aux appuis aux agriculteurs ; (iv) le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes sur les aspects relatifs à l'employabilité des jeunes ; (v) le Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation sur les questions du Genre et l'autonomisation de la femme ; et (vi) la Direction de la prévention des conflits du Ministère de la Justice sur les thématiques de sensibilisation sur la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble. Les membres de l'UGP n'ont pas encore mis en œuvre un projet financé par la Banque. Cependant, un projet financé par la facilité africaine de l'eau (FAE) en cours de démarrage sera mis en œuvre par les mêmes experts transversaux (coordonnateur, passation, des marchés, gestion financière et suivi-évaluation) de l'UGP qui sera renforcée par les experts en sauvegardes, en genre et en assainissement avec un personnel d'appui composés de chauffeurs et de secrétaire.

46. **Comité de pilotage (CP)** : Un comité de pilotage sera mis en place pour statuer sur des questions stratégiques et opérationnelles liées à la mise en œuvre du projet. Le CP sera constitué par : (a) le Secrétaire Général du Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise (MEHV) qui en assure la présidence ; (b) le Directeur Général de la SP-EAU ; (c) le Directeur de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ; (d) un représentant du Ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation ; (e) un représentant de l'Agence Nationale de la Protection Civile du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ; (f) un représentant du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires ; (g) un Maire d'une des communes d'intervention ; (h) un représentant du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural ; (i) un représentant du Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes ; (j) un représentant de la Direction de la prévention des conflits du Ministère de la Justice ; (k) un représentant des Organisations de la Société Civile ; (l) un représentant de la Fédération des organisations de développement des Savanes (FODES) ; (m) un représentant du Réseau pour la communication sociale et d'action directe (RE-COSAD) ; et (n) un représentant de la BAD avec un statut d'observateur. Le Coordonnateur du projet assurera le secrétariat des réunions du Comité de pilotage.

B. PASSATION DES MARCHES

47. **Politique et cadre de passation de marchés** : Conformément aux dispositions du paragraphe 10.2 de la Politique de passation de marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque, toutes les acquisitions de biens, de travaux et de services de conseils financés sur les ressources de l'institution seront effectuées en conformité avec la Politique de passation de marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque (« Politique de passation des marchés de la BAD »), édition d'octobre 2015, et conformément aux dispositions mentionnées dans l'Accord de financement. En application de cette Politique et à la suite des différentes évaluations effectuées, il a été décidé ce qui suit :

a) toutes les acquisitions de biens et services autres que les services de consultants seront effectués conformément au système de passation des marchés du pays (« Système Pays ») et selon les détails contenus dans le plan de passation des marchés disponibles l'annexe 4 ;

b) toutes les acquisitions de services de consultants seront effectuées conformément aux méthodes et procédures de passation de marchés prévues dans le cadre de passation des marchés de la Banque (« Système de la Banque »). Ces marchés financés en partie ou en totalité sur les ressources de la Banque seront passés sur la base des documents types d'appel d'offres les plus appropriés de la Banque.

48. **Évaluation des risques et des capacités en matière de passation de marchés (ERCPM)** : Afin de tenir compte des spécificités du projet, la Banque a évalué : i) les risques au niveau du pays, du secteur et du projet ; et ii) la capacité de l'organe d'exécution. Les résultats de ces évaluations ont conclu que le niveau de risque pour la passation de marchés était « substantiel », et ont permis de déterminer des mesures d'atténuation appropriées proposées au niveau du plan d'action PERCA de l'annexe 4 sur la passation de marchés.

49. **Modalités de passation de marchés** : les modalités de passation de marchés ont été analysées en tenant compte de la situation du marché, du montant des besoins, des capacités des acteurs, des risques encourus et des contraintes des textes en vigueur. Les détails de ces modalités, y compris le système de

passation des marchés en vigueur, les estimations de coûts, le mode d'acquisition, le type de contrôle et le calendrier convenu entre le gouvernement et la Banque, sont décrits dans l'annexe sur la passation de marchés du présent rapport d'évaluation de projet.

C. GESTION FINANCIÈRE, DÉCAISSEMENT ET AUDIT

50. **Gestion Financière** : La société de patrimoine eau et assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-EAU) est une entreprise publique créée par le Décret 2011-130 en date du 03 août 2011, dont le capital social est détenu en totalité par l'Etat Togolais, placée sous la tutelle conjointe du ministère chargé de l'eau et du ministère de l'économie et des finances (MEF). La société est régie par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et de groupement d'intérêt économique (GIE), et par la législation applicable aux entreprises publiques et par ses statuts. Elle est gouvernée par un conseil d'administration et un conseil de surveillance. Le MEF exerce un contrôle financier sur la société par l'intermédiaire d'un commissaire aux comptes désigné par le conseil de surveillance à partir d'une liste dressée par le MEF. La SP-EAU tient une comptabilité de droits constatés conformément au référentiel comptable 'SYSCOHADA'. Cependant les rapports d'audit des états financiers de la société relatifs aux exercices 2019, 2020 et 2021 ne sont pas encore préparés et ce, contrairement aux dispositions de la Loi 90-26 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques et aux dispositions des statuts de SP-EAU stipulant que les états financiers de chaque exercice doivent être approuvés par le conseil de surveillance au plus tard six mois après la clôture de l'exercice concerné. Par ailleurs, des insuffisances dans la gestion financière de la société sont relevées dans le rapport d'audit 2018, notamment : (i) des retards dans la tenue des réunions du conseil de surveillance et ceux du conseil d'administration ; (ii) un défaut de reporting mensuel de l'exécution du budget et d'analyse des variations ; (iii) un défaut de procédures de contrôle et d'approbation à priori des dépassements budgétaires ; (iv) une absence de tenue du plan prévisionnel de trésorerie ; et (v) un retard de la mise à jour du manuel des procédures suite à l'adoption d'un nouvel organigramme en juillet 2018. En outre, il est relevé des difficultés dans la tenue de la comptabilité de la SP-EAU conformément au référentiel comptable SYSCOHADA révisé et une insuffisance de l'effectif et des compétences de l'équipe de la division comptable et financière. Compte tenu de ce qui précède, le risque fiduciaire est jugé 'Elevé' pour le projet. La Banque financera le recrutement d'un consultant pour réaliser les actions ci-après d'atténuation du risque fiduciaire identifié : (i) une formation de l'équipe comptable et financière en comptabilité conformément au référentiel comptable SYSCOHADA révisé adapté à l'activité de SP-EAU ; et (ii) une formation sur l'utilisation du logiciel de gestion financière 'TOMPRO' pour la tenue de comptabilité des projets et le paramétrage du projet sur le logiciel. A cela s'ajoute le recrutement d'un comptable expérimenté pour assister dans la tenue de la comptabilité du projet avec un transfert des compétences à l'équipe de la SP-EAU.

51. Le projet sera mis en œuvre à travers une unité (UGP) composée de membres nommés parmi le personnel de la SP-EAU dont un responsable administratif et financier et sera assistée par comptable qui sera recruté sur les fonds du don. La SP-EAU soumettra à la Banque pour avis les CV des membres de l'UGP, et les termes de référence de recrutement du comptable. L'UGP assurera : (i) la préparation des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) du projet qui seront soumis à la Banque pour avis et suivront le circuit d'approbation des budgets annuels de la société ; (ii) la tenue d'une comptabilité budgétaire et générale du projet sur le logiciel 'TOMPRO' en place ; (iii) la préparation des demandes de décaissements et la gestion des ressources du projet ; et (iv) la préparation des rapports financiers semestriels et des états financiers annuels selon des modèles qui seront convenus avec la Banque au lancement du projet. Les dépenses du projet s'exécuteront selon les procédures internes de la société. Les paiements dans le cadre du projet seront soumis à la signature conjointe du directeur financier et comptable et du directeur général et seront soumis au Trésor public pour validation et signature. La Banque assurera, au lancement du Projet une formation de l'UGP sur les règles de la Banque en matière de gestion financière des projets et sur les règles et procédures en matière de décaissement.

52. **Décaissements** : Les ressources du don FAT s'exécuteront conformément aux règles et procédures de la Banque telles que décrites dans le manuel des décaissements. Les décaissements seront effectués à travers la méthode du paiement direct et la méthode du compte spécial. La méthode du paiement direct sera utilisée pour tous les contrats de biens et les contrats de services. La méthode du compte spécial sera utilisée pour les

dépenses de fonctionnement. Un compte spécial sera ouvert au nom du projet dans une banque commerciale acceptable par le Fonds.

53. **Audit :** L'audit externe des comptes du Projet sera réalisé par une firme d'audit indépendante recruté au plus tard neuf (9) mois après l'entrée en vigueur du Projet, selon les règles et procédures de la Banque et sur la base de termes de référence préalablement validées avec la Banque. L'audit sera conduit à mi-parcours et à la clôture du projet. Le contrat d'audit sera conclu pour une durée n'excédant pas trois exercices comptables et renouvelable après l'audit de chaque période sur la base de la performance de l'auditeur. Les rapports d'audit du projet, y compris les rapports sur le contrôle interne, devront parvenir à la Banque au plus tard six (6) mois à compter de la date de clôture de l'exercice audité.

D. SUIVI ET ÉVALUATION

54. Le suivi du projet s'effectuera au moyen des indicateurs de performance clés d'intrants, de produits et de résultats présentés dans le Cadre de résultats détaillé figurant à la section 7 du REP. La responsabilité générale du suivi et de l'évaluation (S&E) incombe à l'agence d'exécution qui dispose en son sein un expert en suivi-évaluation qui élaborera des rapports trimestriels à transmettre à la Banque. Il est à noter qu'une évaluation des résultats par un consultant indépendant est prévu dans les activités du projet. Par ailleurs, le comité de pilotage du projet devra examiner et valider les rapports annuels d'activités ainsi que les plans de travail et de budget annuels (PTBA). De plus, la Banque effectuera deux (2) missions de supervision par an. Le calendrier d'exécution du projet est présenté en annexe 5 et le plan de surveillance est détaillé en annexe 8.

E. GOUVERNANCE

55. Les risques de gouvernance liés à la mise en œuvre du présent projet se situent principalement au niveau des chaînes de passation et d'exécution des marchés. Les éventuelles fraudes et corruptions en lien avec les différentes interventions du projet seront atténuées grâce : (1) au renforcement des capacités de l'Unité de gestion du projet en ce qui concerne (i) les règles et les procédures de la Banque en vue d'une meilleure qualité à l'entrée des dossiers d'acquisitions et de gestion financière et (ii) les règles d'éthique de la Banque ; (2) au renforcement de l'expertise et du professionnalisme de l'Unité de gestion du projet en matière de passation des marchés ; (3) à l'utilisation d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables et d'un logiciel adaptés aux besoins et assurant la transparence de l'ensemble de la gestion de l'agence d'exécution ; (4) à l'assistance conseil permanent du bureau pays de la Banque à l'agence d'exécution en matière de passation et de gestion des marchés ainsi que de gestion financière ; (5) au contrôle de la Banque sur les processus d'acquisitions via ses avis de non objection ; (6) à la mise en œuvre par l'agence d'exécution des recommandations des missions de supervision de la Banque et des missions d'audit effectuées auprès du projet.

56. Il n'y a pas de problèmes réglementaires ou politiques qui semblent limiter les avantages potentiels attendus du projet. Cependant, une instabilité et une faible volonté politique ainsi qu'une ingérence dans les processus de passation de marchés et la modification de la zone d'intervention pourraient limiter lesdits avantages. Aucune réforme n'est nécessaire pour la mise en œuvre du projet.

F. DURABILITÉ

57. La gestion technique du projet sera assurée par la Société de Patrimoine Eau et Assainissement en milieu Urbain et semi-urbain (SP -EAU) du ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (MEHV) et qui dispose en son sein d'une Unité de gestion de projet (UGP) assurant la mise en œuvre du Projet d'assainissement inclusif des centres urbains du Togo (PAICUT) en cours de démarrage. Cette unité sera renforcée en quantité et en qualité d'experts requis garantissant une mise en œuvre réussie du présent projet.

58. Globalement, l'appropriation du projet par les parties prenantes sera assurée au regard du fait que : (i) le projet vient contribuer à la mise en œuvre du programme d'urgence de la région des savanes (PURS) qui a été élaboré de manière participative par le gouvernement togolais ; (ii) le projet a conservé les mêmes

composantes que le PURS et les activités du projet ont été définies de manière participative car elles ont été triées parmi celles recommandées par les différents acteurs rencontrés au cours de la mission d'évaluation ; (iii) la mise en œuvre des activités sera effectuée pour la plupart par les ONG résidentes dans la région des Savanes ; (iv) tous les acteurs participent au comité de pilotage (CP) du projet et des points focaux désignés dans les ministères dont relèvent certaines activités seront impliqués dans le processus de préparation, de planification et de mise en œuvre du projet et d'évaluation des résultats des activités.

59. Les autres facteurs essentiels à la durabilité des avantages du projet sont : (i) la prise en compte du genre et surtout des aspects de fragilité dans la conception et la mise en œuvre des activités ; (ii) du renforcement des capacités des communes ; (iii) des actions de mobilisation et d'intermédiation sociale qui seront mises en œuvre afin d'assurer l'appropriation des activités par les bénéficiaires ; (iv) du professionnalisme qui sera inculqué et exigé des prestataires qui auront la charge de la mise en œuvre des activités (formation, sensibilisation, fourniture des kits de production. Tous ces aspects ont pris en compte dans la conception du projet par la précision des bénéficiaires et le contenu des activités.

G. GESTION DES RISQUES

60. Les principaux risques qui pourraient entraver la bonne exécution du projet sont : i) l'instabilité socio-politique et institutionnelle au niveau du pays, ii) la dégradation continue du contexte sécuritaire entraînant une augmentation de personnes déplacées dans la région des savanes, iii) le retard dans la satisfaction des conditions du 1er décaissement ; (iv) le retard dans le démarrage des activités du projet ; (v) la faible implication des autorités communales et des services déconcentrés ; et (vi) les difficultés d'accès à la zone du projet à cause des attaques terroristes ; (vii) les répercussions de crises socio-économique et financière au niveau global. Les mesures d'atténuation sont respectivement : i) l'implication et le renforcement des capacités des acteurs et partenaires en charge des activités du projet, ii) les opérations de sécurisation du pays et de cohésion sociale engagées par le gouvernement, iii) l'utilisation d'une UGP existante à renforcer 2022 ; (iv) l'organisation de l'atelier de lancement du projet dans un délai d'un mois après la signature de l'accord de don ; (v) l'implication de tous ces acteurs au démarrage du projet ; (vi) la prévision d'escorte des missions de visite de terrain ; et (vii) la provision d'imprévus financiers suffisants pour prendre en compte la crise économique et financière. Une matrice des risques plus détaillée est fournie en Annexe 7.

H. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES

61. L'ensemble des connaissances tirées de l'exécution du projet seront capitalisées par le dispositif qui assurera le suivi-évaluation des activités du projet. Les produits de connaissances dérivant de ces activités seront largement partagés avec les parties prenantes et les partenaires au développement impliqués dans la cohésion sociale ainsi qu'au grand public à travers les rapports annuels et les actions de communication et de visibilité du projet.

V. INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

A. INSTRUMENT JURIDIQUE

62. **Instrument légal** : Le cadre légal du projet sera constitué d'un protocole d'accord de don FAT entre la République du Togo, d'une part, et la Banque africaine de développement (Banque) et le Fonds africain de développement (Fonds) (collectivement dénommés le « Fonds ») agissant à titre d'administrateurs de la Facilité d'Appui à la Transition (FAT), d'autre part.

B. CONDITIONS ASSOCIÉES À L'INTERVENTION DE LA BANQUE

63. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur du protocole d'accord de don FAT** : Le Protocole d'accord entre en vigueur à la date de sa signature par le Fonds et le Donataire selon la section 10.01 (Entrée en vigueur)

des Conditions générales applicables aux protocoles d'accords relatifs aux dons du Fonds africain de développement.

64. **Conditions préalables au premier décaissement des ressources du Fonds :** Outre l'entrée en vigueur du Protocole d'accord de Don, l'obligation du Fonds de procéder au premier décaissement du Don est subordonnée à la satisfaction du Fonds des conditions suivantes par le Donataire :

- i) Fournir la preuve de la mise en place de l'UGP ;
- ii) Fournir au Fonds des preuves satisfaisantes de la désignation du personnel suivant de l'UGP : un coordonnateur, un (e) responsable technique, d'un(e) responsable administratif(ive) et financier(e), d'un(e) chargé(e) des acquisitions, d'un(e) responsable suivi-évaluation, un(e) spécialiste en genre et ingénierie sociale, d'un(e) comptable, d'un(e) secrétaire et d'un(e) chauffeur(e) ;
- iii) Recruter un comptable selon des TDR acceptables pour la Banque ;
- iv) Fournir au Fonds, la preuve de l'ouverture d'un (1) compte spécial dans une banque commerciale acceptable pour le Fonds.

65. **Autres conditions :** Outre les conditions de premier décaissement, le Donataire se devrait de satisfaire les conditions suivantes, six (6) mois après le premier décaissement :

- i) Fournir la preuve de la mise en place du comité de pilotage du projet et la définition de ses responsabilités.

66. **Engagements :** Le Donataire s'engage à la satisfaction de la Banque à :

- i) Soumettre au Fonds, au plus tard le 30 juin 2023 : Le rapport d'audit des états financiers de SP-Eau relatif à l'exercice 2021 y compris le rapport sur le contrôle interne ; et le manuel des procédures mis à jour de SP-Eau.

C. CONFORMITÉ AVEC LES POLITIQUES DE LA BANQUE

67. Ce projet est conforme à toutes les politiques applicables de la Banque.

VI. RECOMMANDATION


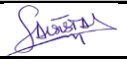
68. Conformément aux procédures d'évaluation et d'approbation des services de conseils techniques dans le cadre du pilier III inscrites dans les Directives opérationnelles relatives à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique et à la Facilité d'appui à la transition, il est recommandé au Vice-Président, RDVP d'approuver le montant d'un million (1 000 000) d'unités de compte au Gouvernement du Togo aux fins de financer le projet de renforcement de la cohésion sociale (PRECOS) et sous réserve des conditions stipulées dans le présent rapport.

VII. CADRE DE RESULTATS

CADRE DE R É S U L T A T S					
A		INFORMATIONS SUR LE PROJET			
■ INTITULÉ ET CODE SAP DU PROJET : PROJET DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE (PRCS)/ P-TG-IZ0-004			■ PAYS/RÉGION : Togo / Afrique de l'Ouest		
■ OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET : CONTRIBUER A RENFORCER LA RESILIENCE DES POPULATIONS FACE AUX ATTAQUES TERRORISTES ET AUX SITUATIONS D'URGENCE					
■ INDICATEUR(S) D'ALIGNEMENT : NOMBRE DES PERSONNES DEPLACEES OU SINISTREES					
B		MATRICE DES RÉSULTATS			
CHAÎNE DE RÉSULTATS ET DESCRIPTION DES INDICATEURS	INDICATEUR DU CMR/DE L'ADOA	UNITÉ DE MESURE	RÉFÉRENCE (2022)	CIBLE À L'ACHÈVEMENT (2025)	MOYENS DE VÉRIFICATION
■ ÉNONCÉ D'EFFET1 : L'accès à l'eau potable et à l'hygiène des personnes déplacées est amélioré en situation d'urgence					
INDICATEUR D'EFFET 1.1 : Proportion de centres d'accueil pris en charge pour l'accès à l'eau potable et à l'hygiène	<input type="checkbox"/>	%	0	100%	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR D'EFFET 1.2: Pourcentage des populations sensibilisées qui ont adopté des bons comportements dont la totalité des déplacés dans les communes d'intervention	<input type="checkbox"/>	%	0	50%/100%	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
■ ÉNONCÉ D'EFFET2 : Les capacités des communautés à générer de la richesse sont renforcées					
INDICATEUR D'EFFET2.1 : Nombre des coopératives appuyées dont nombre de coopératives pour les femmes	<input type="checkbox"/>	nombre	0	520/270	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
■ ÉNONCÉ D'EFFET3 : La sécurisation et de l'administration du territoire sont améliorées					
INDICATEUR D'EFFET3.1 : Proportion des communes dont les capacités ont été renforcées (élaboration de PDC et formations d'agents)	<input type="checkbox"/>	%	0	31%	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR D'EFFET 3.2: Proportion des cantons sensibilisés sur la préservation de la paix et la cohésion sociale	<input type="checkbox"/>	%	0	50%	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
■ ÉNONCÉ DE PRODUIT 1 : Les kits d'urgences sont acquis et disponibles dans les Mairies					
INDICATEUR DE PRODUIT 1.1 : Nombre de bâches à eau acquis	<input type="checkbox"/>	Nbre	0	25	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 1.2 : Nombre de tentes acquis	<input type="checkbox"/>	Nbre	0	40	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU

INDICATEUR DE PRODUIT 1.3 : Nombre de draps et de nattes acquis	<input type="checkbox"/>	Nbre	0	1000	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 1.4 : Nombre de Kits d'hygiène acquis	<input type="checkbox"/>	Nbre	0	200	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
ÉNONCÉ DE PRODUIT 2 : Les populations sont sensibilisées sur l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et l'utilisation rationnelle de l'eau					
INDICATEUR DE PRODUIT 2.1 : Nombre de personnes touchées par la sensibilisation dans les 5 communes sur l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement, la nutrition et l'utilisation rationnelle de l'eau dont 50% de femmes	<input type="checkbox"/>	hbts	0	50 000 / 25 000	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
ÉNONCÉ DE PRODUIT 3 : Les capacités des coopératives de femmes et de jeunes sont renforcées					
INDICATEUR DE PRODUIT 3.1 : Nombre de Kits pour le renforcement des femmes dans la création d'activités génératrices de revenus durables	<input type="checkbox"/>	kits	0	270	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 3.2 : Nombre de kits pour le renforcement des jeunes riziculteurs et maraichers	<input type="checkbox"/>	kits	0	250	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 3.3 : Nombre de personnes formées en techniques managériales et de gestion dont 50% de femmes	<input type="checkbox"/>	personnes	0	1560 /780	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
ÉNONCÉ DE PRODUIT 4 : Le dialogue intercommunautaire est renforcé					
INDICATEUR DE PRODUIT 4.1 : Nombre de rapport d'étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation disponible pour 5 communes	<input type="checkbox"/>	rapport	0	1	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 4.2 : Nombre de personnes sensibilisées dans les 5 communes la cohésion sociale, les risques de catastrophes, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix dont 50 de femmes	<input type="checkbox"/>	hbts	0	200 000 / 100 000	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 4.3 : Nombre de kits acquis au profit des points focaux communautaires de la protection civile	<input type="checkbox"/>	kit	0	10	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 4.4 : Nombre d'hommes et de femmes de média formés dont 50% de femmes	<input type="checkbox"/>	unité	0	20 /10	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
ÉNONCÉ DE PRODUIT 5 : Les capacités des communes sont renforcées					
INDICATEUR DE PRODUIT 5.1 : Nombre de PDC sensibles au genre élaborés	<input type="checkbox"/>	Unité	0	5	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
INDICATEUR DE PRODUIT 5.2 : Nombre d'agents de communes formés sur la gestion des crises d'urgence, la gestion municipale des populations vulnérables	<input type="checkbox"/>	unité	0	15	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
ÉNONCÉ DE PRODUIT 6 : Les capacités de l'agence d'exécution sont renforcées					
Indicateur de produit 6.1 Nombre de personnes formées au référentiel comptable SYSCOHADA et à l'utilisation du logiciel de gestion financière 'TOMPRO'	<input type="checkbox"/>	Nombre	0	9	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU
Indicateur de produit 6.2 : Pourcentage de rapports d'audits et trimestriels fournis dans les délais requis	<input type="checkbox"/>	%	0	100% et 100%	Rapport d'activité de l'UGP/ SP-EAU

VIII. NOTE DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (NOCES)/ ENVIRONMENTAL AND SOCIAL COMPLIANCE NOTE (ESCON)

A. Information de base²			
Nom du Projet : Renforcement de la Cohésion sociale au Togo (PRECOS)		"Code SAP" du projet : P-TG-IZO-004	
Pays : TOGO	Instrument de financement ³ : ID <input checked="" type="checkbox"/> IF <input type="checkbox"/> AB <input type="checkbox"/> PE <input type="checkbox"/> GU <input type="checkbox"/> APR <input type="checkbox"/> PP <input type="checkbox"/> FAR <input type="checkbox"/>		
Secteur Responsable du Projet : Eau & Assainissement (AHWS)		Chargée du Projet : N'ZOMBIE Zounoubaté	
Date de la mission d'évaluation ex-ante : 07 AU 11/11/2022		Date prévue de présentation pour Approbation : 31 mars 2023	
Spécialiste en sauvegarde environnementale : NA			
Spécialiste en sauvegarde sociale : Pierre Hassan SANON			
Catégorie environnementale et sociale : 3	Date de catégorisation : 17/11/22	Type d'opération : OS <input checked="" type="checkbox"/> ONS <input type="checkbox"/> OBP <input type="checkbox"/>	
Ce projet est-il préparé dans un contexte de réponse d'urgence à une crise ou catastrophe ?			Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Ce projet est-il préparé sous dérogation de l'application du Système de Sauvegarde Intégré ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
B. Publication et Suivi de la Conformité			
C. B.1. Publication obligatoire			
Evaluation Environnementale et Sociale/Audit/Système/autres : NA.			
Le (s) document (s) a-t-il / ont-ils été publié (s) avant l'évaluation ex-ante ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client			[Date]
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier			[Date]
Date de publication par la Banque			[Date]
Cadre de Politique/Plan d'Action de Réinstallation/autres (spécifier : NA			
Le (s) document (s) a-t-il / ont-ils été publié (s) avant l'évaluation ex-ante ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client			[Date]
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier			[Date]
Date de publication par la Banque			[Date]
Cadre de Gestion/Plan d'Action pour les Groupes Vulnérables/autres (spécifier : NA.			
Le (s) document (s) a-t-il / ont-ils été publié (s) avant l'évaluation ex-ante ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client			[Date]
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier			[Date]
Date de publication par la Banque			[Date]
Si la publication dans le pays, de n'importe lequel des documents cités ci-dessus, n'est pas possible, bien vouloir fournir les raisons légales : N/A			
D. B.2. Indicateurs de suivi de la Conformité			
Est-ce qu'un budget et un calendrier appropriés, ainsi que des responsabilités institutionnelles claires, ont été préparés pour la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Est-ce que les coûts liés aux mesures environnementales et sociales, y compris le mécanisme de gestion des plaintes ont été intégrés au coût total du projet ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Le montant total pour la réinstallation des personnes affectées, tel qu'intégré dans le coût total du projet, est-il <u>entièrement mobilisé et disponible</u> ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Est-ce que le système de suivi-évaluation du projet inclut le suivi des impacts et mesures de sauvegarde environnementale et sociale ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Est-ce que les arrangements institutionnels adéquats ont été convenus avec l'emprunteur/client, puis intégrés correctement dans les accords juridiques du projet ?			Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
E. Approbation			
Le projet est-il en conformité avec les exigences de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque, et peut donc être soumis à l'approbation du Conseil d'Administration ?			
Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
Préparée par :	Nom	Signature	Date
Spécialiste en Sauvegarde Environnementale :	xxxxxx		x
Spécialiste en Sauvegarde Sociale :	Pierre Hassan SANON		24/02/2023
Chargés du Projet :	Zounoubaté N'ZOMBIE		24/02/2023
Soumise par :			
Directeur sectoriel :	Ousseynou GUENE, intérimaire pour Mulenga Oswald CHANDA		24/03/2023
Approuvée par :			
Directeur SNSC :	Maman-Sani ISSA		24/03/2023

² Note : Cette NOCES doit être en annexe du Rapport d'Evaluation ex-ante présenté à la Haute Direction puis au Conseil d'Administration.

³ ID=Investissement Direct ; IF=Intermédiaire Financier ; AB=Appui Budgétaire ; PE=Prêt Entreprise ; GU=Garantie ; APR=Accord de Participation au Risque ; PP=Prise de Participation ; FAR= Financement axé sur les Résultats.

ENVIRONMENTAL AND SOCIAL COMPLIANCE NOTE (ESCON)



AFRICAN DEVELOPEMENT BANK GROUP

A. Basic Information⁴	
Project Title: Strengthening Social Cohesion (PRECOS)	Project "SAP code": P-TG-IZ0-004
Country: TOGO	Lending Instrument: DI <input checked="" type="checkbox"/> FI <input type="checkbox"/> CL <input type="checkbox"/> BS <input type="checkbox"/> GU <input type="checkbox"/> RPA <input type="checkbox"/> EF <input type="checkbox"/> RBF <input type="checkbox"/>
Project Sector: Water & Sanitation (AHWS)	Task Team Leader: N'ZOMBIE Zounoubaté
Appraisal date: 07 to 11/11/2022	Estimated Approval Date: March 31 st 2023
Environmental Safeguards Officer: XXX	
Social Safeguards Officer: Pierre Hassan SANON	
Environmental and Social Category: 3	Date of categorization: 17/11/2022
Operation type: SO <input type="checkbox"/> NSO <input type="checkbox"/> PBO <input type="checkbox"/>	
Is this project processed under rapid responses to crises and emergencies?	Yes <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/>
Is this project processed under a waiver to the Integrated Safeguards System?	Yes <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/>

B. Disclosure and Compliance Monitoring	
B.1 Mandatory disclosure	
Environmental Assessment/Audit/System/Others. Specify: NA.	
Was/Were the document (s) disclosed <i>prior to appraisal</i> ?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date of "in-country" disclosure by the borrower/client	[Date]
Date of receipt, by the Bank, of the authorization to disclose	[Date]
Date of disclosure by the Bank	[Date]
Resettlement Action Plan/Framework/Others (specify: NA).	
Was/Were the document (s) disclosed <i>prior to appraisal</i> ?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date of "in-country" disclosure by the borrower/client	[Date]
Date of receipt, by the Bank, of the authorization to disclose	[Date]
Date of disclosure by the Bank	[Date]
Vulnerable Peoples Plan/Framework/Others (specify: NA).	
Was the document disclosed <i>prior to appraisal</i> ?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date of "in-country" disclosure by the borrower/client	[Date]
Date of receipt, by the Bank, of the authorization to disclose	[Date]
Date of disclosure by the Bank	[Date]
If in-country disclosure of any of the above documents is not expected, as per the country's legislation, please explain why:	
B.2. Compliance monitoring indicators	
Have satisfactory calendar, budget and clear institutional responsibilities been prepared for the implementation of measures related to safeguard policies?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Have costs related to environmental and social measures, including for the running of the grievance redress mechanism, been included in the project cost?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Is the total amount for the full implementation for the Resettlement of affected people, as integrated in the project costs, effectively mobilized and secured?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Does the Monitoring and Evaluation system of the project include the monitoring of safeguard impacts and measures related to safeguard policies?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Have satisfactory implementation arrangements been agreed with the borrower and the same been adequately reflected in the project legal documents?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>

C. Clearance			
Is the project compliant to the Bank's environmental and social safeguards requirements, and to be submitted to the Board?			
Yes <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/>			
Prepared by:	Name	Signature	Date
Environmental Safeguards Officer:	NA		
Social Safeguards Officer:	Pierre Hassan SANON		24/02/2023
Task Team Leader:	N'ZOMBIE Zounoubaté		24/02/2023
Submitted by:			
Sector Director:	Ousseynou GUENE, OIC for Mulenga Oward CHANDA		24/03/2023
Cleared by:			
Director SNSC:	Maman-Sani ISSA		24/03/2023

⁴ Note: This ESCON shall be appended to project appraisal reports/documents before Senior Management and/or Board approvals.

⁵ DI=Direct Investment; FI=Financial Intermediary; CL=Corporate Loan; BS=Budget Support; GU=Guarantee; RPA=Risk Purchase Agreement; EF=Equity Financing; RBF=Results Based Financing.

IX.

ANNEXES

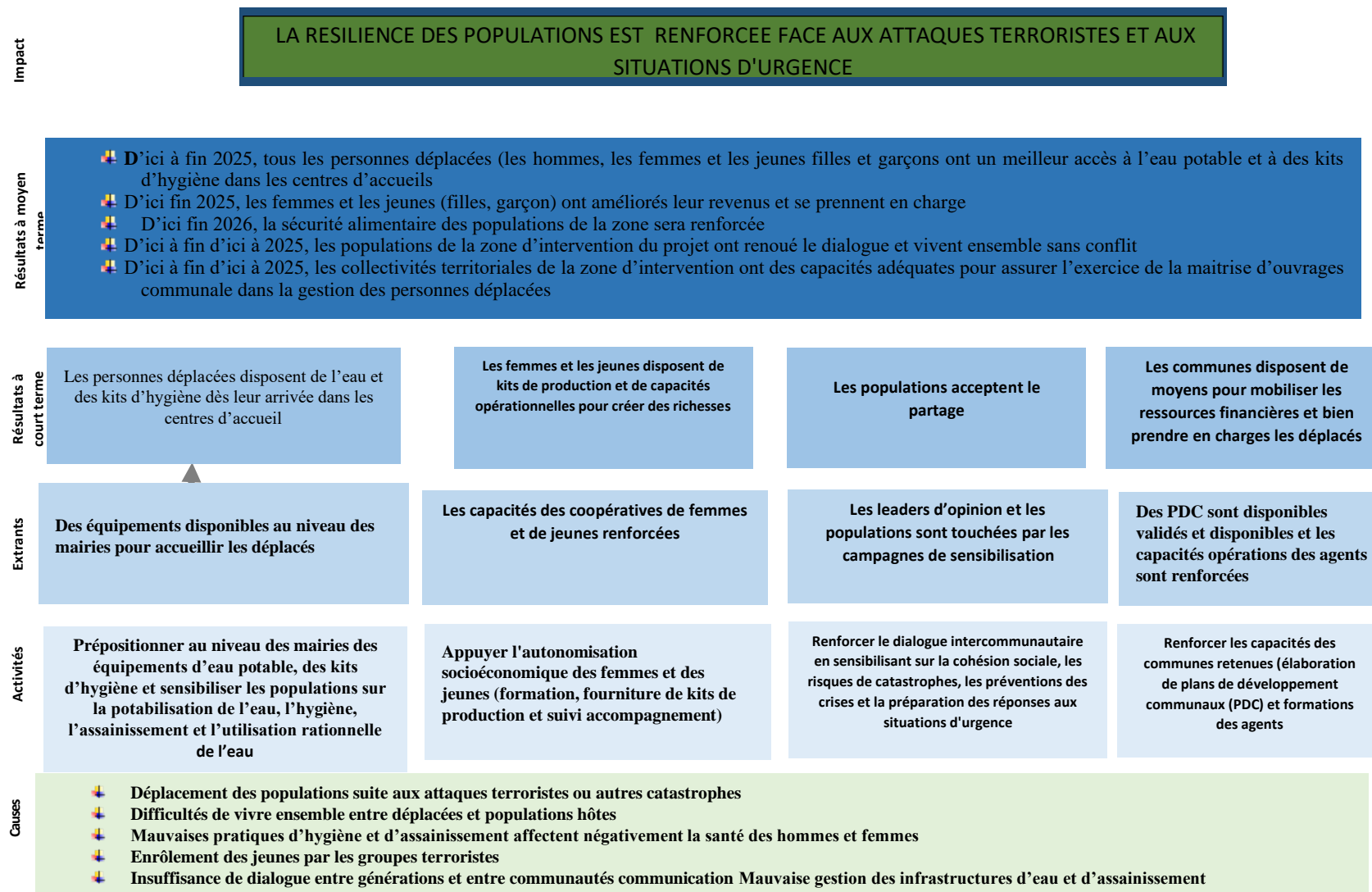
ANNEXE 1 : CLASSIFICATION DES PROJETS PAR HIGH 5, DOMAINE D'INTERVENTION ET ODD

Le tableau ci-dessous résume les composantes du projet par niveau de High 5.

Tableau 9.1: Classification des projets par niveau élevé de High 5, domaine d'intervention et ODD

Composante No.	Description	High 5	Sous-thème (Domaine d'Intervention)	Coût Total (million d'UC)	Source financement	de	ODD	% d'attribution aux ODD
Composante A	Amélioration de l'accès des populations à l'eau potable et à l'hygiène	Améliorer la qualité de vie des populations d'Afrique & Nourrir l'Afrique	Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement ;	0,11	Don FAT		ODD 6	ODD 6 (100%)
Composante B	Renforcement des capacités des communautés pour les activités génératrices de revenus durables et la sécurité alimentaire	Améliorer la qualité de vie des populations d'Afrique Nourrir l'Afrique	Augmenter l'emploi et l'entrepreneuriat inclusifs ; Offrir les compétences appropriées ;	0,42	Don FAT		ODD 4, 6, 8	ODD 1 (30%) ODD 5 (40%) ODD 8 (30%)
Composante C	Renforcement de la sécurisation et de l'administration du territoire	Améliorer la qualité de vie des populations d'Afrique	Offrir les compétences appropriées ;	0,27	Don FAT		ODD 4, 6, 8	ODD 16 (100%),
Composante D	Appui institutionnel et gestion du projet	N/A	Offrir les compétences appropriées ;	0,23	Don FAT Contribution Etat		N/A	N/A
TOTAL				1,03				

ANNEXE 2 : THEORIE DE CHANGEMENT



ANNEXE 3 : COUTS DETAILLES DU PROJET

Description	Unité	Quantité				PU en milliers de F CFA	Coût en milliers de F CFA				Coût en Millers UC	Don FAD	Part Gouv
		AN1	AN2	AN3	Total		AN1	AN2	AN3	Total			
COMPOSANTE 1 : AMELIORATION DE L'ACCES DES POPULATIONS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE													
<i>1.1 Prépositionnement stock d'urgence (Bâche à eau, tentes, couvertures, kits d'hygiène etc.)</i>							78 378	-	-	78 378	92	92	-
1.1.1 Bache à eau (25)	unité	25	0	0	25	650	17 388	-	-	17 388	20,48	20,48	-
1.1.2 Tentes (40)	unité	40	0	0	40	300	12 840	-	-	12 840	15,12	15,12	-
1.1.3 Kit logements (800 draps et 200 nattes)	unité	1000	0	0	1000	25	26 750	-	-	26 750	31,50	31,50	-
1.1.4 kits d'hygiène (laves mains écoles, USP, marché) 200 kits (lave mains et savons liquides)	unité	200	0	0	200	100	21 400	-	-	21 400	25,20	25,20	-
<i>1.2 Information et sensibilisation des populations sur la potabilisation de l'eau, l'hygiène, l'assainissement et l'utilisation rationnelle des eaux</i>	ens	0,5	0,5	0	1	15 000	8 025	8 025	-	16 050	18,90	18,90	-
Total COMPOSANTE 1							86 403	8 025	-	94 428	111,21	111	-
COMPOSANTE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES COMMUNAUTES A GENERER DE LA RICHESSE													
<i>2.1 Appui à l'autonomisation socioéconomique des femmes</i>							126 260	26 750	-	153 010	180	180	-
2.1.1 Formation technique, managériale et commerciale des femmes et suivi-accompagnement	ens	0,5	0,5	0	1	50 000	26 750	26 750	-	53 500	63,01	63,01	-
2.1.2 Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la fabrication des savons liquide, solide, et dérivés	unité	70	0	0	70	350	26 215	-	-	26 215	30,87	30,87	-
2.1.3 Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles (graines de néré en moutarde)	unité	70	0	0	70	500	37 450	-	-	37 450	44,11	44,11	-
2.1.4 Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles (graines de soja en fromage et lait)	unité	70	0	0	70	350	26 215	-	-	26 215	30,87	30,87	-
2.1.5 Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles (maïs et sorgho en bouillie)	unité	60	0	0	60	150	9 630	-	-	9 630	11,34	11,34	-
<i>2.2 Appui à l'autonomisation des jeunes</i>							173 875	26 750	-	200 625	236	236	-

2.2.1 Formation technique, managériale et commerciale des jeunes, appui à la structuration en coopératives de jeunes et suivi-accompagnement	ens	0,5	0,5	0	1	50 000	26 750	26 750	-	53 500	63,01	63,01	-
2.2.2 Acquisition de kits de production pour les coopératives rizicoles de jeunes	unité	150	0		150	650	104 325	-	-	104 325	122,87	122,87	-
2.2.2 Acquisition de kits de production pour les coopératives maraichères de jeunes	unité	100	0	0	100	400	42 800	-	-	42 800	50,41	50,41	-
Total COMPOANTE 2							300 135	53 500	-	353 635	416,49	416,49	-
COMPOSANTE 3 : RENFORCEMENT DE LA SECURISATION ET DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE													
3.1 Renforcement du dialogue intercommunautaire							69 550	16 050	-	85 600	101	101	-
3.1.1 Réalisation d'une étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation assortie d'un plan de gestion de crise communautaire dans la région des savanes	unité	1	0	0	1	15 000	16 050	-	-	16 050	18,90	18,90	-
3.1.2 Sensibilisation des leaders d'opinion et des populations à la base sur la cohésion sociale, les risques de catastrophes, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix	ens	0,5	0,5	0	1	30 000	16 050	16 050	-	32 100	37,81	37,81	-
3.1.3 Acquisition d'équipements des points focaux communautaires de la protection civile en matériels de collecte, d'alerte et d'intervention	ens	1	0	0	1	20 000	21 400	-	-	21 400	25,20	25,20	-
3.1.4 Formation et l'implication des hommes et des femmes de médias de la région des Savanes sur "la communication en période de crise"		1	0	0	1	15 000	16 050	-	-	16 050	18,90	18,90	-
3.2 Renforcement des capacités des communes de la zone du projet							14 980	129 470	-	144 450	170	170	-
3.2.1 Elaboration de 5 plans de développement des communes (PDC)	ens	0	1	0	1	100 000	-	107 000	-	107 000	126,02	126,02	-
3.2.2 Formation des agents des communes sur la gestion des crises d'urgence, la gestion municipale des populations vulnérables	ens	0,4	0,6	0	1	35 000	14 980	22 470	-	37 450	44,11	44,11	-
Total COMPOSANTE 3							84 530	145 520	-	230 050	270,94	270,94	-
COMPOSANTE 4 : APPUI INSTITUTIONNEL ET GESTION DU PROJET													
4.1 Appui institutionnel							33 005	26 414	66 875	126 294	148,74	148,74	-
4.1.1 Communication de masse par agence spécialisée pour la visibilité du projet	ens	0,25	0,25	0,5	1	27 000	7 223	7 223	14 445	28 890	34,02	34,02	-
4.1.2 Audit fiduciaire du projet	unité	1	1	1	3	4 000	4 280	4 280	4 280	12 840	15,12	15,12	-
4.1.3 Evaluation des résultats du projet	ens.	0	0	1	1	20 000	-	-	21 400	21 400	25,20	25,20	-
4.1.4 Revue à mi-parcours	ens.	0	1	0	1	10 000	-	10 700	-	10 700	12,60	12,60	-

4.1.5 Organisation de la table ronde des bailleurs pour la mobilisation des fonds d'aide à la gestion de l'urgence et à la promotion de la cohésion sociale dans la Région des savanes	ens	0	0	1	1	25 000	-	-	26 750	26 750	31,50	31,50	-
4.1.6 Renforcement des capacités du personnel de la gestion financière et comptable de la SP-EAU							25 715	0	-	25 714	30,28	30,28	-
4.1.6.1 Formation de l'équipe comptable et financière en comptabilité conformément au référentiel comptable SYSCOHADA	ens.	1	0	0	1	4 592	4 913	-	-	4 913	5,79	5,79	-
4.1.6.2 Formation sur l'utilisation du logiciel de gestion financière 'TOMPRO'	ens	1	0	0	1	1 968	2 106	-	-	2 106	2,48	2,48	
4.1.6.3 Paramétrage du logiciel TOMPRO pour tous les projets	ens	1	0	0	1	7 872	8 423	0	-	8 423	9,92	9,92	
4.1.6.4 Comptable expérimenté pour la tenue de la comptabilité du projet avec un transfert des compétences	mois	8	0	0	8	1 200	10 272	-	-	10 272	12,10	12,10	-
4.2 Gestion du projet							51 607	10 837	6 196	68 641	80,84	52,68	28,16
4.2.1 Communication institutionnelle du projet, activité de lancement du projet et organisation réunion du comité de pilotage	ens.	0,7	0,15	0,15	1	25 850	19 362	4 149	4 149	27 660	32,58	32,58	-
4.2.2 Appui au fonctionnement de l'UGP							28 005	3 492	2 047	33 545	39,51	11,34	28,16
4.2.2.1 Salaires des membres de l'UGP	ens.	0,86	0,07	0,07	1	13 050	12 009	977	977	13 964	16,45	-	16,45
4.2.2.2 Matériels informatiques	ens.	1	0	0	1	4 000	4 280	-	-	4 280	5,04	5,04	-
4.2.2.3 Fournitures de bureau	ens.	1	0	0	1	2 000	2 140	-	-	2 140	2,52	2,52	-
4.2.2.4 Frais de mission	an	0,75	0,25	0	1	2 000	1 605	535	-	2 140	2,52	2,52	-
4.2.2.5 Coûts liés aux détachements partiels des points focaux	an	0,5	0,5	0	1	5 000	2 675	2 675	-	5 350	6,30	6,30	
4.2.2.6 Carburant	an	0,75	0,25	0	1	1 000	803	268	-	1 070	1,26	1,26	-
4.2.2.7 Mise à disposition de bureaux fonctionnels	an	1	0	0	1	3 600	3 852	-	-	3 852	4,54	-	4,54
4.2.2.8 Mise à disposition de véhicule	an	1	1	1	3	1 000	1 070	1 070	1 070	3 210	3,78	-	3,78
4.2.2.9 Appui à la passation des marchés	an	7	2	0	9	300	2 247	642	-	2 889	3,40	-	3,40
Total COMPOSANTE 4							88 824	33 040	73 071	194 935	229,58	201,42	28,16
COUT TOTAL DU PROJET							559 891	240 085	73 071	873 047	1 028,22	1 000,05	28,16

ANNEXE 4 : DISPOSITIONS DE PASSATION DES MARCHES

La dernière évaluation du système national de passation des marchés faite par la Banque en 2021 a conclu à un niveau de risque substantiel et permis d'identifier des faiblesses dont les plus importantes sont listées ci-dessous.

Tableau 9.2 : Liste des divergences et des actions de réformes proposées à l'issue de l'évaluation du système pays de passation des marchés

N°	Divergences identifiées	Actions de réformes proposées
1.	Absence de dispositions légales indiquant explicitement que la sécurité et la confidentialité des offres soient maintenues avant l'ouverture des offres, ce qui a un impact sur l'intégrité des offres lorsqu'au cours d'un processus de passation des marchés, un minimum de trois plis n'a pas été reçu à la date limite de remise des offres et que le délai de remise est prorogé d'au moins quinze (15) jours calendaires ; et ce jusqu'après l'adjudication du contrat.	Réviser le code des marchés publics (CMP) afin d'inclure des dispositions relatives au maintien de la sécurité et de la confidentialité des offres notamment en cas de prorogation du processus pour insuffisance de plis ; et ce avant l'ouverture des offres et jusqu'à l'adjudication du contrat.
2.	Les délais de publications en fonction des différentes méthodes de passation des marchés ne sont pas clairement définis dans la loi et la réglementation nationale des marchés publics.	Réviser le code des marchés publics (CMP) afin de définir clairement les délais de publication en fonction des méthodes de passation des marchés.
3.	Absence de conditions à remplir par les entités de droit public pour leur participation aux appels d'offres.	Réviser le code des marchés publics (CMP) afin de conditionner la participation des entités publiques à l'existence d'une indépendance juridique et financière, d'une gestion selon les règles du droit commercial et d'une indépendance vis-à-vis de l'autorité contractante.
4.	La législation nationale ne prévoit pas de méthode de sélection pour les services de consultants individuels	Réviser le code des marchés publics pour prévoir la sélection de consultants individuels dans les modes de sélections pour les prestations intellectuelles.
5.	La réglementation des marchés publics ne prévoit pas explicitement la publication des recours et décisions du CRD dans des délais précisés.	Réviser la réglementation des marchés publics afin de prévoir des délais pour la publication des recours et décisions du CRD.
6.	Les attributions de contrats ne sont pas systématiquement publiées par les autorités contractantes.	Prévoir dans la législation nationale, des mesures incitatives et coercitives envers les autorités contractantes afin de les obliger à publier systématiquement les résultats d'attribution des contrats.
7.	Absence de clauses relatives aux rendements prenant en compte les considérations de durabilité dans les contrats.	Prévoir dans la législation nationale la possibilité de prendre en compte les conditions de durabilité.

8.	Absence de mesures incitant à dépasser les niveaux de rendement définis et des mesures dissuasives pour les rendements insatisfaisants.	Prévoir dans la législation nationale des mesures incitant à dépasser les niveaux de rendement définis et des mesures dissuasives pour les rendements insatisfaisants.
9.	Absence d'audit interne de la passation des marchés au sein des autorités contractantes.	Prévoir dans la législation nationale, un mécanisme d'audit interne de la passation des marchés.
10.	Les audits périodiques ne sont pas effectués de manière régulière par l'ARMP, et ce depuis 2016.	Prendre des mesures dans la législation nationale pour rendre obligatoire les audits périodiques par l'ARMP.
11.	Absence de dispositions relatives à l'examen des rapports d'audits et des mesures nécessaires à prendre.	Réviser la législation nationale afin d'inclure des dispositions relatives à l'examen des rapports d'audits et mesures à prendre.
12.	Absence dans le système du pays, de mécanismes clairs afin de garantir un suivi des conclusions des rapports d'audits.	Réviser la législation nationale afin d'inclure des mécanismes clairs pour le suivi des conclusions des rapports d'audits.
13.	La fraude, la corruption et les autres pratiques interdites dans le domaine de la passation des marchés ne sont pas clairement définies dans la réglementation en vigueur.	Réviser le code des marchés publics (CMP) afin de prévoir la définition des pratiques interdites notamment la fraude et la corruption dans la passation des marchés.
14.	L'intégration des dispositions sur les pratiques interdites n'est pas prévue dans les dossiers d'appel d'offres.	Prévoir dans la législation nationale, l'intégration obligatoire des dispositions relatives aux pratiques interdites dans les dossiers d'appel d'offres.
15.	Les dossiers d'appels d'offres et les modèles de contrats ne contiennent pas de dispositions relatives à la fraude, la corruption et autres pratiques interdites.	Réviser les dossiers d'appels d'offres nationaux afin d'y inclure les dispositions relatives à la fraude, la corruption et autres pratiques interdites.

Il y a lieu de noter que l'évaluation faite en 2021 a été effectuée sur la base du Décret n°2009-277/PR du 11 novembre 2009 portant code des marchés publics et délégations de service public.

Dans le souci d'améliorer le système national de passation des marchés, des réformes ont été récemment initiées et abouti à l'adoption de la loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 relative aux marchés publics et au Décret n° 2022-080/PR du 06 juillet 2022 portant code des marchés publics. Une évaluation prochaine de ces nouveaux textes par la Banque permettra une mise à jour des divergences ci-dessus.

4.1 Système de passation des marchés applicables au projet

Toutes les acquisitions de biens et services de consultants financées par les ressources de la Banque se feront conformément à la Politique de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque (« Politique d'acquisition de la BAD »), édition octobre 2015 et selon les dispositions mentionnées dans l'Accord de financement. En application de cette Politique et suite aux différentes évaluations conduites, il a été convenu que :

- (a) **Toutes les acquisitions de biens et services non intellectuels du projet financées en partie ou en totalité par les ressources de la Banque seront effectuées conformément au Système de passation des marchés du pays (« Système National »)** incarné par la loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 et le décret n° 2022-080/PR du 06 juillet 2022 portant code des marchés publics, y compris les divers textes d'application en utilisant les dossiers nationaux standards d'appel d'offres (DNSAO)

Le choix du système national de passation des marchés pour cette catégorie d'acquisition, dont le montant estimatif total s'élève à **388 000 UC**, se justifie par le fait qu'il s'agit essentiellement de biens et services courants, non complexes, de faible valeur (montant estimatif par contrat allant de 7 000 UC à 271 000 UC) dont la plupart des volumes recherchés sont disponibles au plan national et qui peuvent être acquis auprès d'un nombre suffisant de fournisseurs locaux qualifiés dans le cadre d'une concurrence et permettant d'obtenir des prix compétitifs.

- (b) **Toutes les acquisitions de services de consultants seront effectuées conformément aux Méthodes et Procédures d'Acquisitions de la Banque (MPAB) décrites par le Cadre de passation des marchés du Groupe de la Banque (« Système de la Banque »)**

Le choix de l'utilisation du système de la Banque pour ces acquisitions se justifie soit par leur nature soit par des faiblesses identifiées dans le Système national de passation des marchés à l'issue de l'évaluation réalisée par la Banque notamment les points 2, 3 et 4 du **tableau 9.2** ci-dessus.

4.2 Agence d'Exécution (AE)

La capacité globale de l'Organe d'Exécution du projet, sa performance en matière de conformité et sa capacité opérationnelle à mettre en œuvre les activités de passation des marchés dans le cadre du projet, ont été examinées à la lumière des résultats de l'évaluation des capacités du personnel, de la conception et de la complexité du projet.

L'Agence d'exécution du projet sera la Société de Patrimoine Eau et Assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-EAU), qui est une entreprise publique placée sous la double tutelle du ministère chargé de l'Eau et du ministère de l'Economie et des Finances.

La SP-EAU assure déjà la responsabilité de la mise en œuvre du projet de Promotion de l'Assainissement Inclusif de Centres Urbains au Togo (PAICUT) financé par la Banque, qui est en cours de démarrage.

La mise en œuvre du projet sera assurée par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) chargée de l'exécution du PAICUT. L'UGP sera composée de personnel désigné par la SP-EAU dont les membres incluront un coordonnateur, un responsable technique, un comptable, un spécialiste en passation des marchés, un responsable suivi-évaluation, un assistant administratif et un chauffeur. Le profil du spécialiste en passation des marchés désigné devra être préalablement approuvé par la Banque. Un spécialiste en gestion financière chargé d'appuyer l'UGP sera recruté sur une base compétitive sur les fonds du projet et soumis à l'avis préalable de la Banque.

L'évaluation des capacités de passation des marchés de la SP-EAU a permis de déterminer qu'elle dispose des organes prévus par la réglementation nationale pour conduire les activités de passation des marchés dans le cadre du Projet, à savoir une Personne responsable des marchés (PRMP), une Commission de passation des marchés (CPMP) et une Commission de contrôle des marchés publics (CCMP).

Dans le cadre du Projet, le Spécialiste en passation des marchés et les experts de l'UGP travailleront de concert avec les organes de passation des marchés publics de la SP-EAU au cours des différentes étapes des processus d'acquisition allant de l'élaboration des plans de passation des marchés et des dossiers d'appel d'offres, la passation des marchés et la gestion des contrats. Le personnel de la SP-EAU dispose d'une bonne expérience dans les procédures nationales de passation des marchés et dans l'exécution de projets financés par certains bailleurs en particulier l'AFD, la BOAD, l'UE, le PNUD et le Fonds Koweïtien.

Toutefois, l'évaluation a permis de noter que l'Agence d'exécution du projet ne possède pas d'expérience dans la mise en œuvre des projets financés par la Banque (ou d'autres Banques multilatérales de Développement) alors que plusieurs acquisitions devront se faire conformément aux procédures de la Banque. Par ailleurs, il a été noté que l'agence d'exécution ne dispose pas d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières à jour pour tenir compte de certains changements intervenus sur le plan institutionnel (Le manuel existant est toujours en cours de révision). Enfin, il a été constaté que le système d'archivage des dossiers de passation des marchés en place n'est pas adéquat et a besoin d'être renforcé pour permettre un accès facile aux documents notamment dans le cadre des audits.

Eu égard à ce qui précède, le niveau de risque au niveau de l'Agence d'exécution a été jugé « substantiel ».

Afin d'atténuer les risques identifiés les mesures d'atténuation suivantes ont été proposées : (i) *la désignation d'un Spécialiste en passation des marchés, au sein de l'Unité de gestion du projet, dont les qualifications et expériences devront être jugées satisfaisantes par la Banque ; (ii) le renforcement des capacités de l'agence d'exécution sur les méthodes et procédures d'acquisition de la Banque orientées vers la mise en œuvre du projet ; (iii) la finalisation de la mise à jour du manuel de procédures administratives, comptables et financières pour la gestion du projet ; et (iv) la nécessité pour l'agence d'exécution de disposer d'un espace et d'équipements adéquats pour un archivage des dossiers de passation des marchés conformément aux exigences du Manuel de classement et d'archivage des documents des projets financés par la Banque.* Ces mesures d'atténuation liées à l'évaluation des capacités de l'agence d'exécution sont récapitulées dans le Plan d'actions de l'évaluation des risques et des capacités en matière d'acquisition (PERCA) ci-dessous (**Tableau 9.3**).

4.3 Détails des méthodes et procédures d'acquisition (MPA) à utiliser dans le cadre du Projet

4.3.1 Système de passation de marchés du Pays (SPMP)

Les biens et services non intellectuels à acquérir dans le cadre du projet suivant le système national de passation de marchés du Pays (SPMP) sont estimés à **388 000 UC**. Ces marchés seront passés suivant le système de passation des marchés du Pays (SPMP) conformément à la loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 et ses textes d'application notamment le décret n° 2018-171 du 22 novembre 2018 portant adoption des seuils de passation, de publication, de contrôle et d'approbation des marchés publics et des procédures de sollicitation de prix⁶, en utilisant les dossiers nationaux standards d'appel d'offres (DNSAO) et comme suit :

- Les biens estimés à une valeur de 85 millions de FCFA (soit la contre-valeur de 100 107 UC)⁷ et plus seront acquis par procédure d'appel à concurrence (appel d'offres ouvert) conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2018-171 du 22 novembre 2018 portant adoption des seuils de passation, de publication, de contrôle et d'approbation des marchés publics et des procédures de sollicitation de prix
- Les biens estimés à une valeur comprise entre 10 millions FCFA et 85 millions de FCFA (soit la contre-valeur de 11 777 à 100 107 UC) seront acquis par demande de renseignements de prix conformément aux dispositions des articles 5, 19, 20, 21 et 22 du décret n° 2018-171 du 22 novembre 2018 portant adoption des seuils de passation, de publication, de contrôle et d'approbation des marchés publics et des procédures de sollicitation de prix
- Les biens estimés à moins de 10 millions (soit la contre-valeur de 11 777 UC) seront acquis par demande de cotation conformément aux dispositions des articles 6, 19, 23 et 24 du décret n° 2018-171

⁶ Ces seuils peuvent être modifiés suite à l'adoption d'un nouveau décret mais devront être considérés comme acceptables par la Banque.

⁷ Taux du Projet : 1UC=849,09 FCFA.

du 22 novembre 2018 portant adoption des seuils de passation, de publication, de contrôle et d'approbation des marchés publics et des procédures de sollicitation de prix

4.3.2 Méthodes et Procédures d'Acquisitions de la Banque (MPAB)

Services de consultants

Tous les services de consultants prévus dans le cadre du projet sur le financement de la Banque, sont estimés à **478 000 UC**. Ces acquisitions se feront conformément aux dispositions de l'article 8.6 du document de politique de passation des marchés de la Banque, et suivant des méthodes et procédures décrites par le Manuel des opérations de passation des marchés de la Banque. Plus spécifiquement, les sélections des consultants se feront comme suit :

- Les services de firmes de consultants pour (i) l'information et la sensibilisation des populations; (ii) la formation technique, managériale et commerciale de femmes et des jeunes, appui à la structuration en coopératives et suivi-accompagnement et ; (iii) l'élaboration de 5 plans de développement des communes (PDC) seront acquis selon la **méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC)** telle que décrite dans le Manuel des opérations de passation des marchés de la Banque et en utilisant le Dossier de Sollicitation approprié de la Banque.
- Tous les autres services de firmes de consultants seront acquis selon la **méthode de sélection basée sur les qualifications des consultants (SQC)**.
- Tous les services de consultants individuels seront acquis par la **méthode de comparaison d'au moins trois (3) CV** telle que décrite dans le Manuel des opérations de passation des marchés de la Banque.

Le détail des acquisitions, le système de passation des marchés applicable, les montants estimatifs des contrats, les différentes méthodes de passation des marchés, les types de revue, la période prévisionnelle de lancement des processus d'acquisition sont précisés dans le Plan résumé de passation des marchés du projet.

Fonctionnement

Les biens et services nécessaires pour le fonctionnement du Projet seront acquis conformément aux dispositions du Manuel des procédures qui sera préalablement approuvé par la Banque avant finalisation.

4.4 Mécanisme de Revue

La stratégie de revue des processus de passation de marchés conduits par le Bénéficiaire/Emprunteur (documents, rapport d'évaluation et contrats) dépend du système de passation de marchés utilisé. Ce mécanisme de contrôle peut prendre un ou la combinaison de plusieurs des mécanismes suivants selon le cas : (a) le mécanisme de revue prévu par le système national ; (c) les revues préalables ou à postériori de la Banque ; (c) les revues indépendantes des acquisitions (IPR) ordonnées par la Banque.

4.4.1 Revue des procédures conduites suivant le système pays

Le contrôle de la passation des marchés effectués suivant le système de passation des marchés du pays se fera conformément aux décrets et règlements pertinents du pays notamment à travers (i) les contrôles à priori de la DNCMP, (ii) les audits annuels de l'ARCOP indépendamment des autres contrôles qui pourraient être exigés en plus au niveau national.

4.4.2 Revue des procédures conduites suivant les règles de la Banque

Toutes les acquisitions effectuées suivant les méthodes et procédures de la Banque seront soumises à une revue préalable ou a posteriori de la Banque comme suit :

Seuils pour l'examen préalable (services de Consultants) : Décisions sur les acquisitions subordonnées à l'examen préalable de la Banque :

Tableau 9.3 : Seuils et fréquence de revue en fonction des modes de sélection

	Mode de sélection	Seuils de revue préalable (en UC)	Seuils de revue a posteriori (en UC)	Fréquence des revues
1.	Sélection compétitive (Firme)	Egal ou supérieur à 100.000 UC		Tous les contrats
2.	Sélection compétitive (Individu)	Egal ou supérieur à 50.000 UC		Tous les contrats
3.	Sélection non compétitive (Firme/Individu)	-	-	Tous les contrats
4.	Sélection compétitive (Firme)		Inférieur à 100.000 UC	Aucun à l'exception des deux premiers contrats d'une valeur inférieure à 100.000 UC
5.	Sélection compétitive (Individu)		Inférieur à 50.000 UC	Aucun à l'exception des deux premiers contrats d'une valeur inférieure à 50.000 UC
6.	Sélection de cabinets d'audit financier, y compris de la passation des marchés	Tous	-	Tous les contrats

Les documents suivants sont soumis à la revue et l'approbation de la Banque avant leur publication: ○ Avis général de passation des marchés, ○ Avis spécifique d'appel d'offres, ○ Avis à manifestations d'intérêts et listes restreintes, ○ Dossiers d'appel d'offres ou Demandes de propositions aux consultants, ○ Rapport d'évaluation des offres des entreprises/fournisseurs comportant les recommandations relatives à l'attribution des marchés ou Rapport d'évaluation des propositions techniques des consultants, ○ Projets de marchés des travaux s'ils sont modifiés et différents des projets de contrat figurant dans les dossiers d'appel d'offres, ○ Rapports d'évaluation des propositions financières des consultants comportant les recommandations d'attribution des contrats accompagné du procès-verbal de négociations et projet de contrat paraphé.

4.5 Dispositions particulières

4.5.1 Modalités particulières dues à l'utilisation du système de passation des marchés du Pays

Les modalités ci-dessous ont été convenues pour tenir compte de l'utilisation du système national de passation des marchés pour une partie des acquisitions du projet :

4.5.1 (a) Règle d'éligibilité applicable lors de l'utilisation du système national de passation des marchés

Les ressources de la Banque prévues pour financer les activités du projet proviennent du FAT lequel est géré par le guichet FAD. En conséquence, les règles d'éligibilité propres au guichet FAD sont celles qui seront applicables. Suite à l'évaluation des risques et capacités en passation des marchés, il a été décidé d'utiliser le Système National de passation des marchés pour une partie de ce projet. Les règles d'éligibilité aux contrats publics en droit Togolais n'étant pas les mêmes que celles du guichet FAD, il convient de prévenir toute incompatibilité pratique. Il a été observé que loi n° 2021-033 du 31 décembre 2021 relative aux marchés publics et le Décret n° 2022-080/PR du 06 juillet 2022 portant code des marchés publics et délégations de service public et ses textes d'application ne

prévoient aucune restriction particulière pour la participation des candidats aux appels d'offres, à l'exception de la qualification et de l'absence de sanction de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), tels que stipulé à l'article 16 de la loi de 2021 relative aux marchés publics et, l'article 7 du décret N°2022-63 du 11 mai 2022 portant missions, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique. En conséquence, les règles en matière d'éligibilité applicables pour tous les contrats conclus dans le cadre de ce projet selon le système togolais des marchés publics seront les règles nationales d'éligibilité. Toutefois, en cas de l'utilisation du système national, si la décision du Bénéficiaire/Emprunteur de la subvention conduit à attribuer un contrat à une entité sous sanction de la Banque ou sous sanction au titre du Chapitre VII des Nations Unies, les ressources des prêts de la Banque ne pourraient pas servir à financer un tel contrat. La liste des sociétés sous sanctions est disponible au <http://www.afdb.org/debarred>.

4.5.1 (b) Audit spécialisé en marchés publics

Dans le cadre de l'utilisation du Système national de passation des marchés, il est exigé de conduire un audit annuel des acquisitions, à financer sur les ressources du projet et qui doit être exécuté par un cabinet spécialisé privé. Compte tenu du fait que le projet comporte peu d'acquisitions à passer suivant le système national de passation des marchés, en nombre (3 marchés) et en valeur (388 000 UC), il est recommandé de fusionner l'audit des comptes et l'audit des acquisitions du projet dans le cadre d'une même mission. Cet audit permettra à la Banque de se faire une opinion sur la qualité du fonctionnement du Système National dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Les termes de référence types de la Banque pour ce genre d'audit doivent être utilisés pour ce projet et adaptés pour les besoins de réalisation de ces deux audits. La sélection du consultant se fera conformément au Système de la Banque.

4.5.1 (c) Gestion des plaintes

Les plaintes potentielles relatives aux acquisitions faites selon le Système national de passation des marchés seront exclusivement gérées par les institutions nationales. Toutefois, il sera exigé que la Banque soit informée par un mécanisme de compte rendu (dont la fréquence sera définie lors des négociations), de toutes les plaintes reçues dans le cadre du projet et du traitement qui en aura été fait. Ce mécanisme permettra à la Banque de suivre la manière dont les plaintes sont traitées et communiquer celles concernant des comportements interdits à son Département Intégrité et Lutte contre la Corruption de la Banque (PIAC).

4.5.1 (d) Publication des résultats des appels d'offres et des noms des actionnaires d'entreprises retenues

Le Donataire fournira sur une base trimestrielle un récapitulatif des marchés passés suivant les procédures nationales pour publication sur le site du Fonds. A cette occasion, les noms des actionnaires de toute entreprise attributaire d'un marché passé selon le système national seront publiés en même temps que les résultats du marché sur le site Internet du Fonds. Le Donataire sera chargé de communiquer ces informations selon un format approprié.

4.5.1 (e) Rapports trimestriels

L'agence d'exécution produira un rapport d'activités trimestriel qui intégrera un volet spécial concernant les acquisitions, ainsi que des tableaux permettant d'informer la Banque sur des données comme la liste des contrats signés suite à des acquisitions faites selon le système national, les noms des entreprises attributaires, les plaintes reçues et leur traitement, etc.

4.5.1 (f) Contrôle du caractère raisonnable des prix des marchés

Toute décision d'attribution d'un contrat dont le coût est supérieur à 20% du montant estimé contenu dans le dernier plan de passation de marchés approuvé par la Banque soit soumise à un accord préalable de la Banque avec les justificatifs appropriés permettant d'expliquer ce niveau de dépassement.

4.5.1 (g) Droit de Réserve de la Banque

L'utilisation du Système National pour une partie du projet permettra d'améliorer l'efficacité grâce, entre autres, aux actions suivantes : (i) une meilleure appropriation du système de passation des marchés à utiliser par l'agence d'exécution ; (ii) un gain de temps avec l'absence d'un deuxième contrôle (après celui des entités nationales) que représente, la revue a priori de la Banque. **Toutefois, la Banque se réserve la possibilité de demander à l'Emprunteur de revenir à l'utilisation du Système de la Banque si :** (a) le cadre légal des marchés publics du Burkina Faso venait à changer pour évoluer vers un système non satisfaisant pour la Banque ; (b) les dispositions en vigueur n'étaient pas respectées par l'agence d'exécution ou (c) les mesures appropriées d'atténuation des risques incluses dans le plan d'actions relatif à l'évaluation des risques n'étaient pas respectées.

4.6 Archivage des dossiers d'acquisition

Les documents d'acquisition y compris les rapports d'évaluation et d'attribution des marchés et les contrats conclus dans le cadre du projet seront conservés dans les locaux de la Cellule d'exécution du projet pour les revues périodiques par les missions de supervision de la Banque. L'archivage des dossiers d'acquisition sera réalisé conformément au Manuel de classement et d'archivage des documents des projets financés par le Groupe de la Banque.

4.7 Plan d'actions issu de l'évaluation des risques et des capacités en matière d'acquisition (PERCA)

La Banque et l'agence d'exécution ont discuté et convenu d'un plan d'action de l'évaluation des risques et des capacités en matière d'acquisition (PERCA) qui propose un ensemble d'actions et de mesures à effectuer et à prendre avant et durant la mise en œuvre du projet afin d'atténuer les risques identifiés à la suite des évaluations de risques relatives à la passation des marchés. Le plan d'actions PERCA suivant a été convenu et fera l'objet de suivi au cours du cycle du projet et adapté en conséquence pour veiller à la bonne exécution du projet et des dispositions de passation des marchés :

Tableau 9.4.: Plan d'actions des mesures d'atténuation pour la mise en œuvre du projet

N°	Identification des risques affectant l'efficacité	Mesures d'atténuation	Echéance	Responsable
	Absence d'un expert en acquisition en charge du projet	Désigner un Spécialiste en passation des marchés (parmi le personnel du SP-EAU) dont les qualifications et expériences devront être jugées satisfaisantes par la Banque.	Avant le démarrage du projet	SP-EAU
1	Absence de maîtrise des méthodes et procédures d'acquisition du Cadre de passation des marchés de la Banque	Assurer le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le processus de passation des marchés du projet, à travers une formation sur les méthodes et procédures d'acquisition de la Banque applicables au projet	Lors du lancement	BAD
2	Absence de manuel de procédures administratives, financières et comptable y compris la passation des marchés à jour	Finaliser la révision du manuel de procédures administratives, financières et comptable y compris la passation des marchés	Au plus tard trois mois après l'approbation du projet	SP-EAU
3	Insuffisances au niveau du Système d'archivage des dossiers de passation des marchés	Acquérir les équipements adéquats et espaces pour l'archivage des dossiers d'acquisition Assurer le classement et l'archivage des documents de passation des marchés du projet conformément au manuel de classement et d'archivage des documents des projets financés par la Banque	Pendant la durée de mise en œuvre du projet	SP-EAU

4.8 Plan de passation des marchés

Un Plan de passation des marchés a été discuté avec le pays. Ce plan résumé est présenté ci-dessous. Ce plan pourra être mis à jour périodiquement et approuvé par la Banque. Toutes les acquisitions prévues seront impérativement mises en œuvre conformément au dernier Plan de passation des marchés formellement approuvé par la Banque.

Tableau 9.5 : Plan de passation des marchés

Système de passation des marchés	Réf. No.	Intitulé de l'acquisition	Catégorie	Lot No.	Description du lot	Coût estimatif (Million UC)	Méthode de sélection	Pré-ou Post-Qualification	Type de revue de la Banque	Date prévisionnelle de lancement
1. Biens et Autres services non Intellectuels										
SPMP	B-01	Acquisition d'un stock d'urgence (Bâche à eau, tentes, couvertures, kits d'hygiène etc)	Biens	Multiples	Acquisition d'un stock d'urgence	0,110	AOOO (Appel d'offres ouvert)	Post-qualification	Audit des marchés	Trim 3 - 2023
	B-02	Acquisition de kits	Biens	Multiples	Acquisition de kits	0,271	AOO	Post-qualification	Audit des marchés	Trim 1- 2024
	B-03	Matériels informatique et fournitures de bureau	Biens	Lot unique	Matériels informatique et fournitures de bureau	0,007	DC (Demande de cotation)	Post-qualification	Audit des marchés	Trim 2- 2023
Sous-total						0,388				
2. SERVICES DE CONSULTANTS										
MPAB	C-01	Recrutement d'une ONG pour l'information et la sensibilisation des populations	Services de consultants	N/A	Information et la sensibilisation des populations	0,053	SFQC (Sélection fondée sur la qualité et le coût)	N/A	Examen préalable	Trim 3- 2023
	C-02	Recrutement d'un cabinet pour la formation technique, managériale et commerciale des femmes et des jeunes, appui à la	Services de consultants	N/A	Formation et accompagnement	0,159	SFQC	N/A	Examen préalable	Trim 4- 2023

		structuration en coopératives et suivi-accompagnement								
MPAB	C-03	Elaboration de 5 plans de développement des communes (PDC)	Services de consultants	N/A	Elaboration de 5 plans de développement des communes	0,118	SFQC	N/A	Examen préalable	Trim 4-2023
	C-04	Recrutement d'une ONG pour la communication sur la visibilité du projet	Services de consultants	N/A	Communication sur la visibilité du projet	0,032	SQC (Sélection fondée sur les qualifications du consultant)	N/A	Examen a posteriori	Trim 3-2023
	C-05	Evaluation des résultats du projet	Services de consultants	N/A	Evaluation des résultats du projet	0,024	SQC	N/A	Examen a posteriori	Trim 3-2025
	C-06	Recrutement d'un cabinet d'audit des comptes, y compris de la passation des marchés du projet	Services de consultants	N/A	Audit des comptes et de la passation des marchés	0,014	SQC	N/A	Examen préalable	Trim 4-2023
	C-07	Recrutement d'un cabinet pour la Formation de la SP-Eau et le paramétrage du logiciel TOMPRO	Services de consultants	N/A	Formation et paramétrage	0,018	SQC	N/A	Examen préalable	Trim 2-2023
	C-08	Etude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation assortie d'un plan de gestion de crise communautaire dans la région des savanes	Services de consultants	N/A	Etude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation assortie d'un plan de gestion de crise communautaire dans la région des savanes	0,018	CI (Consultant individuel)	N/A	Examen a posteriori	Trim 3-2023

	C-09	Formation et implication des hommes et des femmes de médias de la région des Savanes sur "la communication en période de crise"	Services de consultants	N/A	Formation et l'implication des hommes et des femmes de médias de la région des Savanes sur "la communication en période de crise"	0,018	CI	N/A	Examen a posteriori	Trim 4-2024
	C-10	Revue à mi-parcours	Services de consultants	N/A	Revue à mi-parcours	0,012	CI	N/A	Examen a posteriori	Trim 3-2024
	C-11	Comptable expérimenté	Service de consultant	N/A	Comptable expérimenté	0,012	CI	N/A	Examen préalable	Trim 2-2023
Sous-Total						0,478				
TOTAL GENERAL						0,866				

ANNEXE 5 : CHRONOGRAMME D'EXECUTION DU PROJET

Le tableau 4.1 décrit le plan de mise en œuvre du projet.

Tableau 9.6 : Plan de mise en œuvre du projet

N°	Nom de la tâche	AN1				AN2				AN3			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1-	Ouverture de compte spécial												
2-	Mise en place du comité de pilotage du projet												
3-	Nomination des membres de la cellule d'exécution												
4-	Lancement du projet												
5-	Premier décaissement												
6-	Elaboration et validation de l'avis général de passation de marché												
7-	Elaboration et transmission des rapports trimestriels d'activités du projet												
8-	Recrutement d'une agence de communication pour assurer la visibilité du projet												
9-	Prestation de communication pour la visibilité du projet												
10-	Recrutement d'un fournisseur et livraison du matériel informatique												
11-	Acquisition du matériel de stock d'urgence et du matériel de collecte des points focaux communautaires												
12-	Livraison et mise à disposition du matériel de stock d'urgence et du matériel de collecte des points focaux communautaires												
13-	Recrutement de l'ONG ou cabinet spécialisé pour les campagnes de sensibilisation												
14-	Sensibilisation des populations sur la potabilisation de l'eau, l'hygiène, l'assainissement et l'utilisation rationnelle des eaux												
15-	Recrutement d'une firme pour la formation des femmes et jeunes, l'appui à la structuration en coopératives et la formation des agents des communes												
16-	Appui à la structuration en coopératives et suivi-accompagnement												
17-	Formation technique, managériale et commerciale des femmes et des jeunes												
18-	Acquisition et mise à disposition des kits de production												
19-	Recrutement d'un consultant individuel pour la réalisation de l'étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation												
20-	Elaboration de l'étude diagnostique sur les causes profondes assortie d'un plan de gestion												
21-	Sensibilisation des leaders d'opinion et des populations à la base												
22-	Recrutement d'un consultant individuel et formation des hommes et des femmes de médias de la région des Savanes												

N°	Nom de la tâche	AN1				AN2				AN3			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
23-	Recrutement d'une firme pour l'élaboration de 5 plans de développement des communes (PDC)												
24-	Elaboration de 5 plans de développement des communes (PDC)												
25-	Organisation de la table ronde des bailleurs pour la mobilisation des fonds												
26-	Revue à mi-parcours												
27-	Recrutement d'un auditeur du projet avec la collaboration de la cour des comptes												
28-	Audits fiduciaires du projet												
29-	Recrutement d'un Consultant pour la revue à mi-parcours												
30-	Organisation des comités de pilotage												
31-	Evaluation des résultats du projet												
32-	Rapport d'achèvement du maître d'ouvrage												

ANNEXE 6 : PROMOTION DE L'EGALITE DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

Le Togo a modernisé ces dernières années plusieurs de ces textes de lois et pris plusieurs initiatives pour la promotion de l'égalité genre dans le pays. Ces avancées vont de l'adoption d'un nouveau code pénal plus égalitaire (Journal Officiel, 2015), d'un code nouveau foncier balayant l'ambivalence des textes coutumiers et modernes qui pénalisaient les femmes, d'une stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement à la révision de la stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) (Xinhua, 2012 ; Ouro-Aissah, 2010 ; Kuvo, 2017 ; Korolakina, 2016). Ce nouvel arsenal juridique avec l'appui des associations et les partenaires au développement a permis de faire reculer certaines des plus graves violences faites aux femmes telle que l'excision (Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme, de la Protection de l'Enfant et des Personnes Agées, 2008 ; Dagban-Zonvide, 2013 et 2014 ; Réaux, 2018; Enquête Démographique et de Santé III, 2015). Des avancées sont également obtenues dans les domaines de l'éducation des filles et de l'accès des femmes à l'emploi (Enquête Démographique et de Santé III, 2015). Mais dans d'autres domaines les gaps ont du mal à être comblés, notamment au niveau de l'accès des femmes en politique (Isbell & Akinochi, 2018), l'accès au foncier, et la persistance des violences physiques et sexuelles ainsi que les mariages précoces (Enquête Démographique et de Santé III, 2015).

Les données de Afrobaromètre 2019 viennent confirmer les progrès obtenus au Togo sur le front de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes sur de nombreuses dimensions. Ils mettent cependant également la lumière sur certaines dimensions de cette égalité entre sexes où les chiffres sont préoccupants. Ainsi, les cas de discriminations basées sur le sexe existent toujours, et le taux d'acceptation des violences physiques envers les femmes reste problématique. De plus, fort est de constater que malgré les bonnes dispositions des Togolais sur la majorité des indicateurs liés aux questions du genre et des droits de la femme, les avancées ont encore du mal à se traduire dans le quotidien de ces dernières. Elles sont, par exemple, encore sous-représentées en politique. Au niveau du Parlement, la situation bien qu'ayant connu une amélioration sur la même période, n'est pas des plus reluisante. En effet, sur les trois dernières législatures, la représentation des femmes au sein de parlementaires est passée de 7% en 2002 à 11% en 2007 et à 19% en 2013 (Assemblée Nationale, 2015 ; Kuvo, 2017). Le pouvoir exécutif ne fait pas mieux car l'équipe gouvernementale actuelle compte 21% de femmes (IZF.net, 2018a). Au-delà de la représentation dans le monde politique, l'accès à la propriété foncière et surtout en matière de succession demeure un grand défi. En effet, par le passé, le droit coutumier cohabitait avec le droit moderne au Togo. Or, dans de nombreuses traditions, la femme bien qu'étant un acteur très actif dans l'exploitation des terres, la commercialisation des produits agricoles, et leurs transformations, elles n'avaient pas droit d'hériter de la terre. Depuis quelques années, le gouvernement a lancé le processus de réformes dans le secteur qui a débouché sur le Forum National du Foncier au Togo un avant-projet, et ce dernier a été adopté en juin 2018 par l'Assemblée Nationale (Togo Officiel, 2018 ; Isbell & Akinochi, 2018). Des organisations non-gouvernementales soutenues par les partenaires techniques et financiers essayent de diffuser ces nouveaux textes afin de réduire le fossé entre les sexes au niveau de l'accès à la terre (Isbell & Akinochi, 2018).

Quant à la situation alimentaire et nutritionnelle des femmes et des enfants, elle reste en souffrance. En effet, l'enquête intégrée sécurité alimentaire et agriculture, campagne agricole 2020-2021, réalisée par le PAM au Togo, montre que la consommation alimentaire est globalement acceptable malgré les pressions exercées sur les moyens d'existence par les effets combinés de la crise sanitaire de la Covid-19 et de la soudure. Cependant, les caractéristiques socio démographiques des ménages semblent influencer le statut alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au sein des ménages enquêtés. Il se dégage une disparité de genre à la défaveur des femmes, dans la consommation alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. La prévalence d'une pauvre consommation alimentaire est plus élevée dans les ménages dirigés par les femmes (3,2%) que dans ceux dirigés par les hommes (1,7%). De même, les ménages dirigés par les hommes semblent avoir une meilleure diversité alimentaire que les ménages dirigés par les femmes.

Plus spécifiquement dans la région des Savanes, une étude anthropologique sur les facteurs déterminants de la malnutrition réalisée par UNICEF en 2012 dans ladite région révèle que les principales causes de malnutrition sont liées aux difficultés d'accès économiques aux aliments, aux habitudes alimentaires inappropriées et aux considérations socio-culturelles.

Le PRECOS vient contribuer à lever certaines de ces disparités et contraintes par :

- L'appui à l'amélioration des moyens de subsistance des femmes. Le projet accompagnera les femmes dans leur structuration en groupements et/ou coopératives et apportera des formations techniques et en gestion, ainsi que des kits de production afin qu'elles soient en mesure de développer durablement leurs activités génératrices de revenus. Le type d'équipement envisagé sont des kits pour la fabrication de savon et ses dérivés, ainsi que du petit matériel de transformation agricole, qui leur permettra également de diversifier l'alimentation familiale.
- La sensibilisation sur les techniques de potabilisation de l'eau, l'hygiène, l'assainissement, l'utilisation rationnelle de l'eau, et la nutrition.
- La participation au dialogue intercommunautaire sur les thématiques de la paix, sécurité et cohésion sociale, ainsi qu'à la réponse aux crises.
- Des plans de développement communaux sensibles au genre dans le sens où les dimensions genre et jeunesse sont prises en compte dans toutes les phases du processus de planification territoriale.

Ces actions seront réalisées en partenariat avec les organisations de la société civile locales et/ou nationales ayant des antennes dans la région des Savanes.

Plan d'action genre (PAG)

La mise en œuvre du PAG, ci-après, s'inscrit dans le cadre du projet selon une approche intégrée. Le PAG permet de recenser les activités relatives à l'égalité de genre et d'autonomisation des femmes et d'en estimer le budget. Le budget du PAG n'est pas un budget supplémentaire à celui du projet

Tableau 9.7 : Plan d'action genre

TITRE du PROJET	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA COHESION SOCIALE - PRECOS				
CATEGORIE GMS	GEN II				
Responsable	Les actions prévues au titre de ce PAG seront coordonnées et suivies par l'équipe de gestion de ce projet				
PRODUIT 1 : Les Kits d'urgences sont acquis et disponibles dans les Mairies					
Composante 1 Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base	Activité	Action genre	Cible femmes	Budget total BAD/TSF (UC)	dont budget PAG (UC)
	Tentes et kits de logement	Idem	50%	35 000	17 000
	Kits d'hygiène (laves mains et savons liquides dans écoles, USP, marché)	Idem	50%	25 000	12 000
	Information et sensibilisation des populations sur la potabilisation de l'eau, l'hygiène, l'assainissement et l'utilisation rationnelle des eaux	Idem	50%	18 900	9 000
PRODUIT 2 : Les capacités des coopératives de femmes et de jeunes sont renforcées					
Composante 2 Renforcement des capacités des communautés à générer de la richesse	Formation technique, managériale et commerciale des femmes et suivi-accompagnement	Idem	100%	63 000	63 000
	Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la fabrication des savons liquide, solide, et dérivés (Soude caustique, Gras, glycérine, acide sulfurique, parfum, silicate, CMC, pâte, conservateur, sel, colorant, spatule, bassine, sceau, moules, gants, Ducros, bidons, tables)	Idem	100%	31 000	31 000

	Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles : graines de néré en moutarde (marmites, moulin, boîtes, bassines, tables, grandes passoires, sacs de néré, tonneaux, emballages, etc.)	Idem	100%	44 000	44 000
	Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles : graines de soja en fromage, lait (marmites, bassines, tables, Paniers, tamis, couteaux, d'huile en bidon de 25l, sacs de soja, tonneaux, passoires, etc.)	Idem	100%	31 000	31 000
	Acquisition de kits de productions pour les coopératives de femmes pour la transformation des produits agricoles : maïs et sorgho en bouillie (marmites, tonneaux, bâches, tamis, séchoirs solaires, bassines, grandes passoires, louches, spatules, maïs et sorgho, sucre, bols, gobelets, etc.)	Idem	100%	11 000	11 000
PRODUIT 3 : Le dialogue intercommunautaire est renforcé					
Composante 3 Renforcement de la sécurisation et de l'administration du territoire	Formation et l'implication des hommes et des femmes de médias de la région des Savanes sur "la communication en période de crise"	Idem	50%	18 900	9 000
	Sensibilisation des leaders d'opinion et des populations à la base sur la cohésion sociale, les risques de catastrophes, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix	Idem	50%	31 500	15 000
PRODUIT 4 : Les capacités des communes sont renforcées					
Composante 3 Renforcement de la sécurisation et de l'administration du territoire	Elaboration de 5 plans de développement des communes (PDC) sensibles au genre	Idem	NA	126 000	NA
Total					242 000 UC
Il est estimé qu'au moins 24% du budget du projet contribue à l'égalité genre et autonomisation des femmes					

ANNEXE 7 : MATRICE DES RISQUES

Les principaux risques et mesures d'atténuation sont résumés dans le tableau.

Tableau 9.8 : Matrice des risques

Catégorie de risque	Description du risque	Note	Mesures d'atténuation	Pilote de risque
Situation sécuritaire et contexte de gouvernance politique du pays	Instabilité socio-politique et institutionnelle au niveau du pays,	Elevé	Impliquer et renforcer les capacités des acteurs et partenaires en charge des activités du projet	Gouvernement
	Dégradation continue du contexte sécuritaire entraînant une augmentation de personnes en déplacement dans la région des savanes, iii)		Opérations de sécurisation du pays et de cohésion sociale engagées par le gouvernement	Gouvernement
	Difficultés d'accès à la zone du projet à cause des attaques terroristes		Prévoir une escorte pour les missions de visite de terrain	Gouvernement
	Appels à concurrence infructueux à cause de la situation sécuritaire dans la zone d'intervention du projet		Mettre à contribution les prestataires au niveau local	Gouvernement/ BAD
Faibles capacités de l'Unité de gestion du projet	Retard dans la satisfaction des conditions du 1er décaissement	Moyen	Soumettre de l'arrêté de mise en place de l'UGP au plus tard le 31 décembre 2022	Gouvernement/ BAD
	Retard dans le démarrage des activités du projet		Organiser l'atelier de lancement du projet au plus tard le 31 janvier 2023	Gouvernement/ BAD
	Faible implication des autorités communales et des services déconcentrés		Impliquer tous les acteurs au démarrage du projet	Gouvernement/ BAD
Crises socio-économique et financière	Répercussions de crises socio-économique et financière au niveau global	Moyen	Faire une provision d'imprévus financiers suffisants pour prendre en compte la crise économique et financière	Gouvernement/ BAD

ANNEXE 8 : PLAN DE SURVEILLANCE

Le plan de suivi du projet durant les trois (3) années de mise en œuvre est décrit dans le tableau ci-après :

Tableau 9.9 : Plan de surveillance

A_ Indicateur d'alignement								
Nom de l'indicateur	Definition/ description	Mode calcul	Source	Références (2022)	Cibles (2025)			
Nombre de déplacés ou sinistrés	Mesure le nombre de personnes qui se déplacées ou victimes de sinistres	Somme de toutes les personnes recensées dans tous les sites connus	Rapport de l'agence nationale de protection civile	Non déterminé	Non déterminé			
B Indicateur de résultat et de produit (indicateur de performance)								
Nom de l'indicateur	Definition/ description	Mode calcul	Méthode de collecte	Responsable collecte	Fréquence	Planification		
						mi-parcours	achèvement	
ENONCE D'EFFET 1: L'accès à l'eau potable et à l'hygiène des personnes déplacées est amélioré en situation d'urgence								
Indicateur d'effet 1.1 Proportion de centres d'accueil pris en charge	Pourcentage du nombre des centres d'accueil pris en charge par rapport au nombre total des centres d'accueil créés	Nombre de centre d'accueil pris en charge sur le nombre total de centres d'accueil créés multiplié par 100	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Annuel	100%	100%	
Indicateur d'effet 1.2 : Pourcentage des populations sensibilisées dont la totalité des déplacés dans les communes d'intervention	Pourcentage du nombre des populations sensibilisées dont la totalité des déplacés dans les communes d'intervention par rapport au nombre total de la population	Nombre des populations sensibilisées dont la totalité des déplacés dans les communes d'intervention sur le nombre total de la population multiplié par 100	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Annuel	100%	100%	
ENONCÉ D'EFFET 2: Les capacités des communautés à générer de la richesse sont renforcées								
Indicateur d'effet 2.1 : Nombre des coopératives appuyées dont 51% pour les femmes	Mesure le nombre des coopératives appuyées dont le nombre des coopératives pour les femmes	Somme de toutes les coopératives appuyées dont la somme des coopératives pour les femmes	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	100%	100%	
ENONCÉ D'EFFET 3 : La sécurisation et de l'administration du territoire sont améliorées								
Indicateur d'effet 3.1 : Proportion des communes renforcées	Pourcentage du nombre des communes renforcées par rapport au nombre des communes de la région	Nombre des communes renforcées sur le nombre des communes de la région multiplié par 100	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	31%	31%	
Indicateur d'effet 3.2 : Proportion des cantons sensibilisés sur la préservation de la paix et la cohésion sociale	Pourcentage du nombre des cantons sensibilisés par rapport au nombre de cantons de la zone d'intervention	Nombre des cantons sensibilisés sur le nombre de cantons de la zone d'intervention multiplié par 100	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	31%	31%	
ENONCE DE PRODUIT 1 : Les Kits d'urgences sont acquis et disponibles dans les Mairies								
Indicateur de produit 1.1 : Nombre de bâches à eau acquis	Mesure le nombre de bâches à eau acquis	Somme des bâches à eau acquis et prédisposés par mairie	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	25	25	
Indicateur de produit 1.2 : Nombre de tentes acquis	Mesure le nombre de tentes acquis	Somme des tentes acquis et prédisposés par mairie	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	40	40	
Indicateur de produit 1.3 : Nombre de draps et nattes acquis	Mesure le nombre de draps et nattes acquis	Somme des de draps et nattes acquis et prédisposés par mairie	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	1000	1000	
Indicateur de produit 1.4 : Nombre de kits d'hygiène de laves mains acquis	Mesure le nombre de kits d'hygiène de laves mains acquis	Somme des kits d'hygiène de laves mains acquis et prédisposés par mairie	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	200	200	
ENONCE DE PRODUIT 2 : Les populations sont sensibilisées sur l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et l'utilisation rationnelle de l'eau								

Indicateur de produit 2.1 : Nombre de personnes touchées par la sensibilisation dans les 5 communes sur l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et l'utilisation rationnelle de l'eau	Mesure le nombre de personnes touchées par la sensibilisation dans les 5 communes	Somme des personnes touchées par la sensibilisation dans les 5 communes	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	25 000 dont au moins 12 500 de femmes et de filles	50 000
ÉNONCÉ DE PRODUIT 3 : Les capacités des coopératives de femmes et de jeunes sont renforcées							
Indicateur de produit 3.1 : Nombre de kits de production pour la création d'activités génératrices de revenus durables des femmes	Mesure le nombre de kits de production acquis pour la création d'activités génératrices de revenus durables des femmes	Somme de kits de production acquis pour la création d'activités génératrices de revenus durables des femmes	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	270	270
Indicateur de produit 3.2 : Nombre de kits de production pour les activités rizicoles et maraichères des jeunes	Mesure le nombre de kits de production acquis pour les activités rizicoles et maraichères des jeunes	Somme de kits de production acquis pour les activités rizicoles et maraichères des jeunes	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	250	250
Indicateur de produit 3.3 : Nombre de personnes formées en techniques managériales et de gestion	Mesure le nombre de personnes formées en techniques managériales et de gestion	Somme des personnes des coopératives formées en techniques managériales et de gestion	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	1560 dont au moins 780 femmes	1560 dont au moins 780 femmes
ÉNONCÉ DE PRODUITS 4 : Le dialogue intercommunautaire est renforcé							
Indicateur de produit 4.1 : Nombre de rapport d'étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation disponible pour 5 communes	Mesure le nombre de rapport d'étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation disponible pour 5 communes	Somme des rapports d'étude diagnostique sur les causes profondes des difficultés de cohabitation validés et disponibles	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	1	1
Indicateur de produit 4.2 : Nombre de personnes sensibilisées dans les 5 communes sur la cohésion sociale, les risques de catastrophes, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix	Mesure le nombre de personnes sensibilisées dans les 5 communes sur la cohésion sociale, les risques de catastrophes, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix	Somme des personnes sensibilisées dans les 5 communes sur la cohésion sociale, les risques de catastrophes, les préventions des crises et de préparation aux situations d'urgence, le vivre ensemble et la culture de la paix	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	100 000 dont au moins 50 000 femmes	200 000 dont au moins 100 000 femmes
Indicateur de produit 4.3 : Nombre de kits acquis au profit des points focaux communautaires de la protection civile	Mesure le nombre de kits acquis au profit des points focaux communautaires de la protection civile	Somme des kits acquis au profit des points focaux communautaires de la protection civile	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	15	15
Indicateur de produit 4.4 : Nombre d'hommes et de femmes de média formés	Mesure le nombre de femmes et d'hommes de média formés	Effectif des femmes et des hommes formés	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	20 dont au moins 10 femmes	20 au moins 10 femmes
ÉNONCÉ DE PRODUITS 5 : Les capacités des communes sont renforcées							
Indicateur de produit 5.1 : Nombre de plans de développements communaux sensibles au genre, élaborés	Mesure le nombre de plans de développements communaux élaborés	Somme des plans de développements communaux élaborés et validés	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	2	5
Indicateur de produit 5.2 : Nombre d'agents décideurs des communes formés sur la gestion des crises d'urgence, la gestion municipale des populations vulnérables	Mesure le nombre d'agents des communes formés sur la gestion des crises d'urgence, la gestion municipale des populations vulnérables	Effectif des agents des communes formés sur la gestion des crises d'urgence, la gestion municipale des populations vulnérables	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	5	15
ÉNONCÉ DE PRODUITS 6 : Les capacités de l'agence d'exécution sont renforcées							
Indicateur de produit 6.1 Nombre de personnes formées au référentiel comptable SYSCOHADA et à l'utilisation du logiciel de gestion financière 'TOMPRO'	Mesure le nombre d'agents de la SP-EAU formés	Effectif des agents de la SP-EAU formés sur l'effectif total de la direction financière et comptable	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel	9	9

Indicateur de produit 6.2 : Pourcentage de rapports d'audits et trimestriels fournis dans les délais requis	Proportionde rapports d'audits annuels et de rapports trimestriels fournis dans les délais par rapport au nombre total de rapports attendus	Nombre de rapport de fournis dans les délais sur le nombre total de rapports attendus pour chaque type	Rapports trimestriels et annuels du projet	UGP	Trimestriel & Aannuels	6 & 1	12 & 3
---	---	--	--	-----	------------------------	-------	--------

ANNEXE 9 : DISPOSITIONS DE GESTION FINANCIERE

9.1 Description sommaire du projet

L'objectif global du projet est d'appuyer les efforts du Gouvernement dans le rétablissement de la cohésion sociale et l'amélioration de l'inclusion sociale. Le projet finance l'acquisition de biens notamment des kits de productions pour les coopératives de femmes et des équipements de premier secours pour les populations déplacées qui seront à positionnés au niveau de cinq mairies retenues ; des services d'études et de formation ; et un appui à l'implémentation du projet. Compte tenu de l'évaluation des capacités de SP-Eau, les services suivants seront financés par le Don : une formation de l'équipe comptable et financière en comptabilité conformément au référentiel comptable SYSCOHADA ; une formation sur l'utilisation du logiciel de gestion financière 'TOMPRO', et une assistance comptable pour asseoir une comptabilité fiable de la Société.

9.2 Description de l'organe d'exécution

La société de patrimoine eau et assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-EAU) est une entreprise publique créée par le Décret 2011-130 en date du 03 août 2011, dont le capital social est détenu en totalité par l'Etat Togolais, placée sous la tutelle conjointe du ministère chargé de l'eau et du ministère de l'économie et des finances (MEF). Elle a pour objet d'assurer la gestion et le développement du patrimoine de l'Etat dans le sous-secteur de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu urbain et semi-urbain. La société est régie par l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et de groupement d'intérêt économique (GIE), par la législation applicable aux entreprises publiques et par ses statuts. Elle est gouvernée par un conseil d'administration et un conseil de surveillance. Le ministère des finances exerce un contrôle financier sur la société par l'intermédiaire d'un commissaire aux comptes désigné par le conseil de surveillance à partir d'une liste dressée par le MEF. Le projet sera mis en œuvre à travers une unité (UGP) composée de membres désignés parmi le personnel de la SP-EAU dont un responsable administratif et financier et sera assistée par un comptable recruté sur les fonds du don. SP-Eau soumettra à la Banque, avant le premier décaissement du Don, la preuve de désignation des membres de l'UGP avec des qualifications et expériences acceptables. Par ailleurs, SP-Eau s'engage à recruter un comptable au plus tard un mois de la mise en vigueur du Don, et selon des TDR acceptables pour la Banque. L'UGP assurera : (i) la préparation des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) du projet qui seront soumis à la Banque pour avis et suivront le circuit d'approbation des budgets annuels de la société ; (ii) la tenue d'une comptabilité budgétaire et générale du projet sur le logiciel 'TOMPRO' en place ; (iii) la préparation des demandes de décaissements et la gestion des ressources du projet ; et (iv) la préparation des rapports financiers semestriels et des états financiers annuels selon des modèles qui seront convenus avec la Banque au lancement du projet. Conformément à la Directive présidentielle n°2.2015, des contrats de performance seront signés avec les membres de l'UGP (membres désignés et consultants) avec des objectifs et indicateurs de performance mesurables et définis clairement et qui feront l'objet d'une évaluation périodique par l'agence d'exécution. La Banque assurera, au lancement du projet, une formation de l'UGP sur les règles et procédures de gestion financière et de décaissement de la Banque applicables au projet.

9.3 Gestion budgétaire

L'UGP assurera l'élaboration chaque année d'un programme de travail et de budget annuel (PTBA) pour le projet, sur la base du plan d'exécution et du calendrier de mise en œuvre des composantes et activités du projet. Les PTBA seront soumis à l'approbation du comité de pilotage et à l'avis de la Banque, et seront inscrits sous le budget de SP-Eau. L'UGP préparera des situations trimestrielles de l'exécution physique et financière du PTBA de chaque année. Par ailleurs, l'UGP préparera des rapports périodiques de suivi budgétaire qu'elle soumettra au comité de pilotage pour rendre compte de l'exécution de son budget.

9.4 Système comptable

La SP-Eau utilise le logiciel TOMPRO pour la tenue de sa comptabilité budgétaire et générale. Ce logiciel sera utilisé pour la tenue de la comptabilité du projet détaillée par composante, activité, catégorie et source de financement. Compte tenu du besoin exprimé par SP-Eau, le projet finance une formation sur l'utilisation de ce logiciel pour les projets. Le logiciel permettra la tenue d'une comptabilité budgétaire et une comptabilité

générale pour le projet ; la gestion des marchés et des engagements ; la gestion des actifs immobilisés ; et l'édition automatique des états de suivi budgétaire, des rapports financiers périodiques et des états financiers annuels du projet. Les plans de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale et les modèles des états et des rapport financiers adaptés au projet, seront paramétrés sur le logiciel avec l'assistance d'un consultant recruté sur les fonds du Don. La comptabilité générale sera tenue selon une logique de droits constatés et la comptabilité budgétaire selon une logique de caisse. Des rapprochements périodiques seront effectués pour s'assurer de l'exhaustivité des enregistrements comptables, dont les rapprochements des fonds reçus avec ceux décaissés par la Banque, le rapprochement des mouvements des comptes spéciaux avec les relevés bancaires.

9.5 Système de Contrôle interne

La SP-Eau dispose d'un manuel des procédures qui date de 2014 dont la mise à jour entamée en 2018 après l'adoption d'un nouvel organigramme de la Société en juillet 2018 n'est pas à cette date finalisée. SP-Eau s'engage à soumettre au Fonds le manuel des procédures mis à jour, au plus tard le 30 juin 2023.

9.6 Gestion de la trésorerie (y compris les flux de fonds et les décaissements)

Les ressources du don FAT s'exécuteront conformément aux règles et procédures de la Banque telles que décrites dans le manuel des décaissements. Les décaissements seront effectués à travers la méthode du paiement direct et la méthode du compte spécial. La méthode du paiement direct sera utilisée pour tous les contrats de biens et les contrats de services. La méthode du compte spécial sera utilisée pour les dépenses de fonctionnement. Un compte spécial sera ouvert au nom du projet dans une banque commerciale acceptable par le Fonds.

9.7 Information financière

L'UGP assurera la préparation pour le projet des états financiers annuels et des rapports financiers trimestriels, selon le canevas détaillé ci-dessous.

9.8 Rapports financiers trimestriels

Ces rapports seront intégrés aux rapports d'avancement du projet, et inclure :

- 1) Situation de l'exécution financière du budget, présentée par composante, activité, et par source de financement. Cet état présentera le budget (budget global et budget annuel), les engagements, le taux d'engagement du budget global, les ressources et les paiements (montants cumulés en début de période, ceux de la période, et ceux cumulés en fin de période), les taux d'exécution physique et financière des engagements, et la variation entre le budget et les paiements avec des notes explicatives des variations importantes ;
- 2) Situation des marchés précisant pour chaque contrat : la date de signature, la date de commencement, la date de clôture, les paiements cumulés à la fin de période, le taux de décaissement, le taux d'avancement physique, et des notes explicatives des potentiels retards d'exécution et des écarts entre les taux d'avancement physique et financier ;
- 3) L'état de rapprochement entre les fonds décaissés par la Banque et ceux reçus par le projet, indiquant les dates, les méthodes de décaissement, les montants dans la devise de décaissement et la contrevaletur respective enregistrée sur la situation budgétaire ;
- 4) Projection de la situation de la trésorerie pour le trimestre suivant, présentant les fonds disponibles, les fonds à mobiliser, et les paiements prévisionnels de la période.

Par ailleurs, les rapports financiers incluront un suivi de la mise en œuvre du plan d'action de gestion financière ci-dessous, et des recommandations issues des rapports d'audit du projet.

9.9 Etats financiers du projet

Les états financiers seront établis par l'UGP conformément aux TDR de l'audit du projet et inclure :

- 1) Le Tableau des ressources et emplois "TER" (Ressources par source de financement ; Emplois par

composante, activité, et source de financement ; et solde de trésorerie). Les données du TER doivent faire figurer pour chaque ligne : le budget, les montants cumulés au début de la période, ceux de la période, et ceux cumulés à la fin de la période ;

- 2) Les notes aux états financiers qui incluent une note décrivant les méthodes et principes comptables appliqués et des notes explicatives des rubriques du TER ;
- 3) L'état de rapprochement entre les fonds reçus de la Banque (enregistrés sur les états financiers) avec ceux décaissés par la Banque (figurant sur les rapports de décaissement de la Banque), indiquant pour chaque montant : la date, la méthode de décaissement, le montant dans la devise de décaissement, dans la devise du don et la contrevaletur enregistrée sur le TER ;
- 4) L'état de réconciliation du compte spécial (selon modèle du formulaire en Annexe 9 du manuel de décaissement de la Banque) ;
- 5) La liste détaillée des actifs immobilisés acquis dans sur les fonds du projet indiquant la date d'acquisition, la valeur d'acquisition, l'emplacement, l'état de l'actif, et la date de vérification.

9.10 Audit Externe

L'audit externe des comptes du Projet sera réalisé par une firme d'audit indépendante recruté au plus tard neuf (9) mois après l'entrée en vigueur du Projet, selon les règles et procédures de la Banque et sur la base de termes de référence préalablement validées avec la Banque. L'audit sera conduit à mi-parcours et à la clôture du projet. Le contrat d'audit sera conclu pour une durée n'excédant pas trois exercices comptables et renouvelable après l'audit de chaque période sur la base de la performance de l'auditeur. Les rapports d'audit du projet, y compris les rapports sur le contrôle interne, devront parvenir à la Banque au plus tard six (6) mois à compter de la date de clôture de l'exercice audité.

9.11 Plan d'action de gestion financière

La SP-Eau à travers l'UGP aura pour obligation de mettre en œuvre le plan d'action suivant.

Action	Responsable	Date de réalisation
Conditions de 1^{er} décaissement		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soumettre à la Banque, les preuves satisfaisantes de : <ul style="list-style-type: none"> (i) La désignation des membres de l'UGP avec des qualification et expérience acceptables ; y compris un responsable financier; (ii) Recrutement d'un comptable ; (iii) L'ouverture d'un compte spécial au nom du projet dédiés à recevoir les ressources du Don allouées aux frais de fonctionnement. 	SP-Eau	1 mois de l'entrée en vigueur
Gestion budgétaire		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer dans des délais appropriés la préparation des PTBA, et la transmission à la Banque pour avis 	UGP	15 décembre de chaque année
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenir un suivi régulier de l'exécution du budget global et des budgets annuels du projet, détaillé par : composante, activité, catégorie, et source de financement selon un modèle convenu avec la Banque 	UGP	Démarrage du projet
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparer des situations trimestrielles de l'exécution physique et financière des PTBA 	UGP	Fin de chaque trimestre
Comptabilité du projet		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recruter le consultant pour la formation sur l'utilisation du logiciel TOMPRO pour les projets et le paramétrage du projet, avec des TDR acceptables pour la Banque 	UGP	1 mois de l'entrée en vigueur
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Paramétrer sur le logiciel les plans comptables et les modèles des rapports et états financiers et des états de suivi adaptés au projet 	UGP	idem
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des procédures appropriées pour la collecte, le rapprochement, l'enregistrement, le classement et l'archivage des données et pièces justificatives des transactions du Projet. 	UGP	Idem et continu
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer une sauvegarde régulière des données 	UGP	Chaque semaine
Contrôle Interne		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soumettre à la Banque, le manuel des procédures de SP-Eau mis à jour ; 	UGP	30.06.2023
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenir un suivi de la mise en œuvre de ce plan d'action et des recommandations qui seront formulées dans le cadre du projet 	UGP	Période du projet
Information financière		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Produire des rapports financiers trimestriels à incorporer dans les rapports d'avancement du projet, suivant le canevas détaillé ci-dessous et selon les modèles convenus avec la Banque 	UGP	45 jours après chaque trimestre

Action	Responsable	Date de réalisation
▪ Produire les états financiers annuels (EFP) du projet suivant le canevas détaillé ci-dessous et selon les modèles convenus avec la Banque	UGP	A mi-parcours et à la clôture
Gestion de Trésorerie		
▪ Formation des membres de l'UGP sur les règles et procédures de la Banque en matière de décaissements	BAD	Lancement du projet
Audit		
▪ Recruter un auditeur externe pour l'audit des états financiers du projet, selon des TDR validés par la Banque	UGP	6 mois de l'entrée en vigueur du don
▪ Planifier les missions audit selon un calendrier à convenir avec l'auditeur permettant la préparation et la transmission des rapports d'audit dans les délais exigés ;	UGP	Signature du contrat d'audit
▪ Soumettre à la Banque les rapports d'audit du projet, y compris les rapports sur le contrôle interne, au plus tard six (6) mois à compter de la date de la clôture des exercices auxquels ils se rapportent.	UGP	Rapports d'audit

ANNEXE 10 : FORMULAIRE D'EVALUATION DE L'ALIGNEMENT SUR L'ACCORD DE PARIS - FINANCEMENT DIRECT

Titre du projet	Projet de renforcement de la cohésion sociale (PRECOS)
Pays	Togo
Secteur	Eau & Assainissement

Description du projet L'objectif général du projet est de contribuer à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des populations face aux attaques terroristes et aux situations d'urgences alimentaire et climatique. Ses objectifs spécifiques sont : (i) assurer un meilleur accès des populations aux services sociaux de base perturbés par la dégradation des conditions sécuritaires et climatiques ; (ii) renforcer les capacités productives de la région ; et (iii) renforcer la sécurité dans la région des Savanes. <ul style="list-style-type: none"> • Composante 1 : Amélioration de l'accès des populations déplacées aux services d'eau potable et à l'hygiène (111 210 UC) • Composante 2 : Renforcement des capacités des communautés pour les activités génératrices de revenus durables et la sécurité alimentaire (416 487 UC) • Composante 3 : Renforcement de la sécurisation et de l'administration du territoire (270 937 UC) • Composante 4 : Appui institutionnel et Gestion du projet (229 557 UC) 	
EVALUATION – ALIGNEMENT BB1	
Critères universels d'évaluation	
#U1: Le Project ou l'activité se est-il sur la "liste dite universellement alignée" des activités ayant un impact positif ou négligeable sur le climat ?	OUI
#U2: Le Project ou l'activité est-il dans la "liste dite universellement non-alignée" des activités ayant un impact négatif sur le climat ?	NA
Critères spécifiques d'évaluation	
#SC1: Le projet ou l'activité est-il incompatible avec la CDN du pays d'intervention ?	NA
#SC2: Le projet ou l'activité est-il incompatible avec une quelconque stratégie nationale, sectoriel ou régional de sobriété carbone compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris ?	NA
#SC3: Le projet ou l'activité est-il incompatible avec les trajectoires mondiales de décarbonisation au niveau sectoriel en lien avec l'objectif d'atténuation de l'alignement sur l'Accord de Paris, tenant compte des responsabilités et capacités différentielles des pays ?	NA
#SC4: Le projet ou l'activité entrave-t-il les opportunités de transition vers les activités compatibles avec l'Accord de Paris ou supporte-t-il les activités non-compatibles dans un contexte sectoriel ou un pays spécifique ?	NA
#SC5: Le projet est-il économiquement non-viable prenant en compte les risques transitionnels et/ou de pertes d'actifs dans le contexte national ou sectoriel ?	NA
Le projet est aligné sur les critères d'alignement du BB1	
EVALUATION – ALIGNEMENT BB2	
Critère 1: Etablissement du contexte/conditions de risque climatique et de vulnérabilité climatique	
Etape 1: Identification et évaluation des risques climatiques physiques	Le projet est classé dans la catégorie 3, signifiant que le projet n'est pas vulnérable au changement climatique
Critère 2: Mesures de résilience climatique	
Etape 2: Faire face aux risques climatiques et résilience climatique	Le système de sauvegarde climatique de la Banque n'exige pas des mesures d'adaptation ou de résilience spécifiques pour les projets de catégorie 3
Critère 3: Evaluation de la cohérence des mesures de résilience par rapport au contexte national d'adaptation et de résilience climatique	
Etape 3: Evaluer le contexte générale de la résilience climatique	NA
Le projet est aligné sur les critères d'alignement du BB2	
Conclusion : Le projet a été examiné pour son alignement à l'Accord de Paris sur le climat, et est jugé aligné sur l'Accord de Paris, puisque les principales activités ne sont pas incompatibles avec les objectifs de	

l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement en dessous de 2°C, augmenter la capacité des pays à faire face aux impacts du changement climatique et accroître les flux financiers en faveur de l'action climatique.